



Investir dans les populations rurales



RAPPORT SUR  
LE DÉVELOPPEMENT  
RURAL 2021

**VUE D'ENSEMBLE**

# La transformation des systèmes alimentaires au service de la prospérité rurale







Investir dans les populations rurales



RAPPORT SUR  
LE DÉVELOPPEMENT  
RURAL 2021

**VUE D'ENSEMBLE**

# La transformation des systèmes alimentaires au service de la prospérité rurale

Copyright © Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le présent document est placé sous une licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduit à condition que la paternité en soit attribuée au FIDA, et uniquement dans un but non commercial. Aucune œuvre dérivée n'est autorisée. Veuillez noter que le lien mentionné ci-dessus inclut des modalités et conditions supplémentaires de la licence.

L'utilisation du nom du FIDA à toute autre fin que celle de l'attribution et l'utilisation du logo du FIDA feront l'objet d'un contrat de licence rédigé séparément entre le FIDA et l'utilisateur, et ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente licence CC-IGO.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA, de ses organes directeurs ou de ses États membres.



Couverture (de gauche à droite): ©FIDA/Juan Ignacio Cortés, ©FIDA/Edward Echwalu, ©FIDA/Guy Stubbs, ©FIDA/Francesco Cabras

# Table des matières

Sigles et acronymes.....	5
Remerciements.....	6
Avant-propos du Président.....	8
<b>VUE D'ENSEMBLE .....</b>	<b>12</b>
Résultats des systèmes alimentaires.....	16
Pistes à explorer pour offrir à la prochaine génération une économie agroalimentaire inclusive .....	24
Composantes indispensables au changement susceptibles de contribuer à la prospérité des populations rurales .....	35
Conclusion.....	44
Références .....	45

## Figures

<b>FIGURE 1</b> Transformer les systèmes alimentaires pour créer des moyens d'existence ruraux équitables et diversifiés.....	14
<b>FIGURE 2</b> L'extrême pauvreté se concentre dans les zones rurales, en particulier en Afrique subsaharienne .....	19
<b>FIGURE 3</b> La pauvreté modérée et les inégalités en milieu rural demeurent importantes en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, principalement dans les zones rurales.....	20
<b>FIGURE 4</b> Dans l'agriculture, les disparités salariales entre les femmes et les hommes sont substantielles et perdurent.....	21
<b>FIGURE 5</b> La sous-nutrition augmente, la suralimentation aussi.....	23
<b>FIGURE 6</b> Les systèmes alimentaires varient sensiblement selon le revenu des pays, différences qui dictent les perspectives et les difficultés propres à une diversification des moyens d'existence en milieu rural .....	26
<b>FIGURE 7</b> Estimation de la répartition du temps de travail par catégorie d'emploi dans les zones rurales.....	27
<b>FIGURE 8</b> Modèles de diversification et de renforcement des moyens d'existence.....	28
<b>FIGURE 9</b> Données indicatives concernant les liens entre la taille des exploitations, les superficies cultivées et la production alimentaire.....	32
<b>FIGURE 10</b> Proportion de la population bénéficiant d'au moins une prestation sociale .....	34
<b>FIGURE 11</b> Les coûts cachés du système alimentaire seraient, selon les estimations, supérieurs à sa valeur marchande totale, prix 2018 .....	39
<b>FIGURE 12</b> Faire des affaires est plus difficile dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.....	41

## Tableaux

<b>TABLEAU 1</b> Types de systèmes alimentaires et conséquences pour le bien-être des populations rurales.....	17
<b>TABLEAU 2</b> Incidences du contexte national sur les moyens d'existence équitables des populations rurales.....	25
<b>TABLEAU 3</b> Données relatives au nombre d'exploitations agricoles, à la superficie cultivée et à la production de denrées alimentaires par rapport à la taille de l'exploitation.....	31



# Remerciements

La publication du *Rapport sur le développement rural 2021* est le fruit du travail assidu, des contributions et du savoir-faire de nombreuses personnes, au sein comme à l'extérieur du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Le rapport a été élaboré sous la conduite des Vice-Présidents adjoints responsables du Département de la stratégie et des savoirs, Paul Winters et Meike van Ginneken, ainsi que des membres de l'équipe de direction du FIDA. La responsable technique du FIDA, Romina Cavatassi, a supervisé et coordonné l'établissement du rapport, avec le concours des consultants externes Jim Woodhill, Leslie Lipper et Garrett Berghoff.

Le rapport se fonde sur des recherches et sur l'analyse de 23 documents de référence élaborés par Carlos Alho, Aslihan Arslan, Inge D. Brouwer, Tomaso Ceccarelli, Benjamin Davis, Sophie De Bruin, Confidence Duku, Edith Feskens, Alessandra Garbero, Ken Giller, Cees Leeuwis, Leslie Lipper, Simon Oosting, Agnes Quisumbing, Delia Randolph, Thomas Reardon, Catharien Terwisscha van Scheltinga, Sijmen Schoustra, Maximo Torero, Paul Winters, Siemen van Berkum, Yuca Waarts et Jim Woodhill. Les travaux de recherche ont été coordonnés par Ruerd Ruben, Eric Smaling, Siemen van Berkum, Joost Guijt et Bart de Steenhuijsen Piters, de l'Université et centre de recherche de Wageningen. Les documents de référence sont publiés dans la collection Research du FIDA, ainsi que dans un numéro spécial du Food Security Journal. Marijke Kuiper et Monika Verma se sont chargées de la modélisation MAGNET et du rapport qui l'accompagne. Les consultations régionales ont été menées par Joost Guijt et Just Dengerink, de l'Université de Wageningen. Filippo Artuso, Patricia Espinosa, Emily Hogue et Tisorn Songsermsawas ont participé à la rédaction de l'annexe sur les données (annexe 2).

Plusieurs experts et collègues, aussi bien du FIDA que d'autres organismes, ont formulé des commentaires et suggestions utiles, participé à des ateliers consultatifs, procédé à un examen collégial de tout ou partie des documents de travail, fourni des



études de cas, pris part à des entretiens et apporté d'autres précieuses contributions. Nos remerciements vont à Richard Abila, Astrid Agostini, Naty Barak, Rui Benfca, Boris Bravo-Ureta, Clemens Breisinger, Fabrizio Bresciani, Nigel Brett, Andrea Cattaneo, Jonas Nwankwo Chianu, Shirley Chinien, Mawira Chitima, Renata Clarke, Antonella Cordone, Isabel De La Peña, Robert Delve, Eleonora Dupouy, Ans Eilander, Frederica Emma, Shenggen Fan, Jessica Fanzo, Simon Fraval, Mattia Prayer Galletti, Javier Ramirez-Gaston, Sinafikeh Gemessa, Alashiya Gordes, Sydney Gourlay, feu Edward Heinemann, Anna Hovhannisyan, John Hurley, Steven Jonckheere, Angelika Kessler, Mylene Kherallah, Avinash Kishore, John Kiwagolo, Carlos Manuel Icaza Lara, Rik Leemans, Violeta Lemic, Ken Lohento, Mark Lundy, Arthur Mabiso, Giuseppe Maggio, Mariame Maiga, Mywish Maredia, Elly Matende, Sara Mbago-Bhunu, Maureen Miruka, Zahra Lillian Mokgosi, Jamie Morrison, Joyce Njoro, Maness Nkhata, Rob Nout, Rikke Olivera, Peter Oosterveer, Oliver Page, Miguel Oscar Sierra Pereiro, Elena Pietschmann, Bettina Prato, Jyotsna Puri, Elizabeth Ransom, Philippe Remy, Antonio Rota, Moussavi Sara, Sara Savastano, Amath Pathe Sene, Rashid Shahidur, Jone Sinavi, Tisorn Songsermsawas, Kostas Stamoulis, Ricci Symons, Akalu Teshome, Thyda Thuang, Nicolas Tremblay, Michael von Doring, Dragan Vuckovic, Jeevika Weerahewa et Stephen Zeinorin.

Nick Moschovakis et Bruce Ross-Larson ont rendu d'inestimables services rédactionnels. Andrea Wöhr a contribué à titre de graphiste principale. Visiontime s'est chargée de la correction des épreuves en placard. Nous remercions tout particulièrement Raniya Sayed Khan, Bruce Murphy, Birgit Plockinger, Janet Sharpe, Laura Sollazzo et David Suttie pour les conseils et le soutien qu'ils nous ont apportés tout au long de la réalisation du rapport. Nous voudrions également remercier Marta Gómez Barrera, Sophie Blondel, Fernando Campos, Paola de Leva, Said Ahmad El-Elaimi, Ximena Novoa Cleves, Sanaa al Sioufi et Jacques Vandelook pour leurs services de traduction et de relecture.

Nous remercions aussi tous ceux qui ont participé aux consultations régionales et études de cas. Nous présentons nos excuses aux personnes ou organisations que nous aurions par inadvertance oublié de mentionner dans cette énumération et exprimons notre reconnaissance à toutes celles et tous ceux qui ont contribué au présent rapport.

# Avant-propos du Président

L'alimentation est notre besoin le plus essentiel. Les systèmes alimentaires – c'est à dire la production, la transformation, la revente et la livraison des denrées alimentaires, les préférences alimentaires des consommateurs, ainsi que l'élimination des résidus des aliments consommés et produits – influent sur l'économie mondiale, sur l'environnement et sur chaque habitant de la planète. Ils pèsent également d'un poids déterminant sur la réalisation des objectifs de développement durable. Or, nonobstant une croissance économique sans précédent, malgré les progrès réalisés en matière de production de calories et en dépit de la baisse de l'insécurité alimentaire observée durant les dernières décennies, ces systèmes tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui – au niveau mondial, à l'échelon national et au plan local – ne donnent pas les résultats souhaités pour ce qui concerne le climat, l'environnement, la nutrition, la santé humaine et la protection sociale.

Partout dans le monde, la transformation des systèmes alimentaires est un sujet brûlant d'actualité, face aux préoccupations que suscitent les répercussions de nos systèmes actuels en termes de nutrition, d'environnement et d'équité. Cette transformation est inextricablement liée aux efforts visant à éradiquer la faim et la pauvreté, étant donné que les moyens d'existence d'une grande partie de celles et ceux qui vivent en situation de pauvreté dans le monde reposent sur ces systèmes alimentaires et que nous ne pouvons pas nous permettre de laisser les populations rurales de côté. C'est là ce qui a amené le FIDA à consacrer son *Rapport sur le développement rural 2021* aux moyens d'existence des populations rurales dans le cadre d'une transformation des systèmes alimentaires.

Le rapport préconise des moyens d'existence équitables pour les populations rurales, qui sont au cœur de la transformation des systèmes alimentaires, et fait ressortir parallèlement la nécessité d'améliorer l'alimentation et de protéger l'environnement. Le besoin général d'aliments plus nutritifs, de services écosystémiques et d'une économie à faible émission de carbone ouvre également la possibilité de générer des moyens d'existence innovants.

Le *Rapport sur le développement rural 2021* a été élaboré par le FIDA en étroite collaboration avec l'Université de Wageningen sur une période de deux ans. Il présente par ailleurs les résultats inédits d'un exercice mondial de modélisation quantitative qui a simulé les impacts de différents types de changements en profondeur sur un certain nombre d'indicateurs environnementaux, sociaux, économiques et nutritionnels. Ces analyses ont été étayées et enrichies par des consultations menées au niveau régional, ainsi que par des entretiens avec des experts.

Le rapport passe en revue les problèmes qui se posent dans les différents segments du système alimentaire (consommation, production et secteur intermédiaire), examine leur incidence sur la vie des populations rurales pauvres et relève les terrains potentiellement favorables à la réalisation de changements positifs. Il ressort du rapport que la transformation des systèmes alimentaires a principalement pour objectifs de faire en sorte que les populations soient en mesure de consommer des aliments sains, de veiller à ce que la production de denrées alimentaires respecte les limites planétaires et de s'assurer que celles et ceux qui travaillent dans les systèmes alimentaires puissent gagner décemment leur vie. Les résultats que l'on espère ainsi obtenir sont essentiellement dictés par un impératif,

qui est de rendre les systèmes alimentaires résistants aux chocs – à la pandémie à laquelle nous sommes actuellement confrontés, aux changements climatiques, ainsi qu'à d'autres menaces.

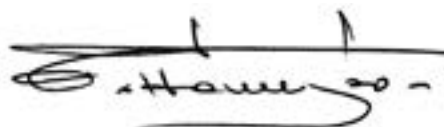
La dimension locale des systèmes alimentaires est un autre volet qui bénéficiera d'une attention particulière. Il s'agit ici d'amener de petites exploitations agricoles dynamiques à s'intéresser à des activités à valeur ajoutée que l'on retrouve dans l'ensemble des systèmes alimentaires afin de promouvoir une gamme plus diversifiée de moyens d'existence pour les populations rurales. À cet effet, il sera essentiel d'établir des liens étroits entre zones rurales et zones urbaines et d'améliorer le développement des territoires, grâce à la connectivité numérique.

Rien de tout cela ne pourra se faire sans des compétences entrepreneuriales, un appui aux entreprises et des partenariats avec le secteur privé – ni sans des approches ciblées visant à faire en sorte que les femmes, les jeunes et les populations autochtones y aient également accès.

Les changements qui s'imposent pour atteindre nos objectifs sont d'une grande ampleur. Des changements radicaux seront nécessaires afin de peser sur les inégalités structurelles sous-jacentes qui menacent les moyens d'existence des populations rurales. La transformation des systèmes alimentaires dans le but de faire tomber ces barrières remettra obligatoirement en question les postulats, les façons de penser, les procédures, les intérêts politiques et économiques et les rapports de force établis. Un tel bouleversement ne sera possible qu'au prix d'une collaboration, d'une coordination et d'une communication exceptionnelles entre tous les secteurs, de même qu'entre les pouvoirs publics, les partenaires de développement, les acteurs du secteur privé et de la société civile, les organisations paysannes et la communauté scientifique.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires sera pour nous l'occasion de travailler ensemble pour parvenir à des changements durables. À la veille de ce Sommet, j'ai l'espoir que les enseignements que contient le *Rapport sur le développement rural* que nous publions pourront contribuer à la mise en œuvre des engagements qui émergeront de ces discussions pour témoigner de l'intérêt porté au niveau mondial à la transformation de nos systèmes alimentaires.

Le monde tel que nous le connaissons actuellement n'a jamais été aussi complexe et le défi qu'il nous donne à relever n'a jamais été aussi grand. Pourtant, il nous offre également une occasion historique de nous rassembler et de transformer nos systèmes alimentaires pour faire en sorte d'améliorer la vie des populations, aujourd'hui et demain. C'est ce chemin que nous devons emprunter pour atteindre les objectifs de développement durable et faire de l'avenir que nous voulons une réalité.



GILBERT F. HOUNGBO  
Le Président du FIDA







# Vue d'ensemble

La présente synthèse regroupe les analyses des trois parties qui composent le rapport, et porte plus particulièrement sur la question de la prospérité du monde rural dans le contexte plus large de la transformation des systèmes alimentaires. Le rapport s'intéresse d'abord aux moyens d'existence, qu'il met en perspective avec la résilience, la nutrition et l'environnement. Il indique ensuite comment diversifier ces moyens et les rendre équitables dans le cadre d'une économie agroalimentaire inclusive. Il souligne le rôle capital que peut jouer cette diversification en ce qui concerne l'agriculture productive, les emplois et activités non agricoles, ainsi que la protection sociale. Il explique également la nécessité d'harmoniser les composantes indispensables au changement afin que les populations rurales puissent échapper à la pauvreté en tirant parti de tout le potentiel qu'offrent les systèmes alimentaires.

La transformation d'un système alimentaire a principalement pour objectifs de s'assurer que celles et ceux qui travaillent dans ce secteur sont en mesure de gagner décemment leur vie, de faire en sorte que les aliments consommés sont sains et de veiller à ce que la production de denrées alimentaires respecte les limites planétaires. Ces trois aspects – moyens d'existence, nutrition et environnement – sont étroitement liés et les résultats que l'on espère ainsi obtenir sont essentiellement dictés par un impératif, qui est de rendre les systèmes alimentaires résistants aux chocs dus aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux attaques de ravageurs et aux épidémies, aux changements climatiques, ainsi qu'aux anomalies de marché.

Les moyens d'existence des populations rurales ont connu ces dernières décennies une rapide diversification. Si la plupart des ménages continuent de pratiquer l'agriculture, nombre d'entre eux y associent d'autres sources de revenus afin de subvenir à leurs besoins. Cette diversification a pris de multiples formes: emploi dans une autre exploitation agricole, travail dans

des petites et moyennes entreprises (PME) diverses et variées du secteur agroalimentaire ou du secteur économique au sens large, emploi salarié, ou encore revenus provenant de fonds envoyés par des membres de famille partis vivre en milieu urbain ou à l'étranger. Les ménages plus pauvres peuvent également bénéficier d'une protection sociale. De nombreux petits exploitants agricoles pratiquent, en parallèle, d'autres activités lucratives, non agricoles. Les populations rurales plus marginalisées – à savoir les ménages dont le chef de famille est une femme, les jeunes et les populations autochtones – ne possèdent souvent pas de terres et sont entièrement tributaires de revenus non agricoles.

Les changements qui s'imposent sont d'une grande ampleur. L'intérêt porté au niveau mondial à la transformation des systèmes alimentaires peut contribuer à amorcer une nouvelle réflexion sur les solutions qui permettraient d'en finir avec la pauvreté et les inégalités en milieu rural. Des changements radicaux seront nécessaires afin de peser sur les facteurs structurels économiques, politiques et culturels sous-jacents qui empêchent les populations rurales d'accéder à des moyens d'existence équitables et entravent l'émergence d'un système alimentaire sain et durable. La transformation des systèmes alimentaires remettra en question les postulats, les façons de penser, les procédures, les intérêts politiques et économiques et les rapports de force établis. Il faudra opérer une profonde réforme des politiques et engager des investissements substantiels. Un tel bouleversement ne sera possible qu'au prix d'une collaboration, d'une coordination et d'une communication exceptionnelles entre tous les secteurs, de même qu'entre les pouvoirs publics, les entreprises, les acteurs de la société civile, les organisations paysannes et la communauté scientifique.

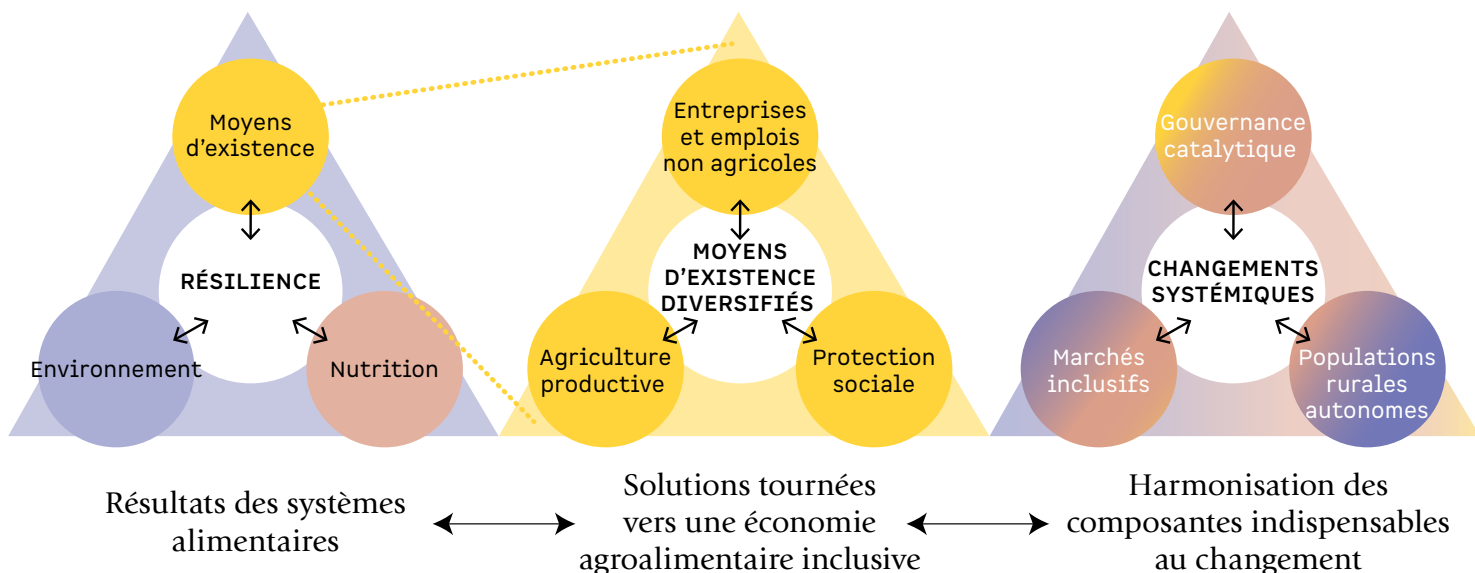
Les petits exploitants agricoles, les entrepreneurs du secteur agroalimentaire et les travailleurs ruraux produisent, transforment et distribuent une grande partie de l'alimentation mondiale. Ils sont pourtant nombreux à ne pas pouvoir gagner décemment leur vie. Le *Rapport sur le développement rural 2021* cherche à voir en quoi un système alimentaire plus inclusif pourrait générer des moyens d'existence ruraux équitables et diversifiés, que ce soit par le travail agricole proprement dit ou par les activités en marge de celui-ci. Il met l'accent sur le potentiel inexploité du secteur intermédiaire du système alimentaire – ce vaste réseau d'entreprises agroalimentaires qui font le lien entre le portail de la ferme et l'assiette du consommateur. Il fait ainsi ressortir qu'il sera indispensable d'appuyer les petites et moyennes entreprises et entrepreneurs du secteur intermédiaire si l'on veut que l'ensemble du système alimentaire puisse bénéficier de nouvelles perspectives économiques dont nul ne soit exclu.

La synthèse présentée ci-après articule la réflexion autour de trois grands axes (FIGURE 1):

- **Résultats** nécessaires pour transformer les systèmes alimentaires afin qu'ils fournissent des aliments nutritifs et des moyens d'existence décents, protègent l'environnement et résistent aux chocs;
- **Solutions** permettant d'obtenir des moyens d'existence diversifiés et équitables dans le cadre d'une économie agroalimentaire inclusive;
- **Harmonisation des composantes indispensables au changement** afin que les populations rurales puissent échapper à la pauvreté en tirant parti de tout le potentiel qu'offrent les systèmes alimentaires.

Le secteur de l'agriculture, de l'alimentation et des boissons, ainsi que les services y afférents, représentent au niveau mondial près de 10 000 milliards d'USD [Food and Land Use Coalition (FOLU), 2019]. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le secteur agroalimentaire croît rapidement à mesure que la population augmente, s'urbanise et s'enrichit [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2017; FAO et al., 2017]. En Afrique, par exemple, on estime que le secteur agroalimentaire devrait tripler entre 2014 et 2030, pour atteindre 1 000 milliards d'USD (Banque mondiale, 2013). Plus les pays

**FIGURE 1** TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR CRÉER DES MOYENS D'EXISTENCE RURAUX ÉQUITABLES ET DIVERSIFIÉS





s'enrichissent et plus les emplois se diversifient – et plus les individus sont prêts à payer pour des aliments plus sains et des services respectueux de l'environnement –, plus la part de l'agriculture dans les économies diminue. Une part plus importante de ce marché pourrait être générée et accaparée dans les économies rurales pour fournir des moyens d'existence diversifiés et équitables.

Dans tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'approvisionnement alimentaire continue de reposer sur les petites exploitations familiales. Elles jouent ici un rôle crucial en ce qu'elles font reculer la pauvreté rurale et garantissent la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale. Investir dans la petite agriculture familiale et mettre en place les conditions nécessaires pour qu'elle soit productive, économiquement viable et écologiquement durable, telles sont les préoccupations qui doivent être au cœur de la réflexion sur la transformation des systèmes alimentaires.

Bon nombre de petits exploitants ne parviennent cependant pas à vivre décemment de leur seule activité agricole en raison de la très petite taille de leurs parcelles, des prix peu élevés auxquels sont vendus leurs produits, de la détérioration des conditions environnementales, de la faible productivité et des difficultés d'accès au marché (Woodhill, Hasnain et Griffith, 2020; Giller, et al., 2021). Ils sont aussi des millions d'ouvriers agricoles qui ne possèdent pas de terre et qui sont souvent les plus démunis dans les zones rurales. Dans de nombreux pays, les jeunes ruraux – dont le nombre progresse rapidement – aspirent à des moyens d'existence rémunérateurs, mais ont de plus en plus de mal à trouver des terrains en raison de l'accroissement de la population [Fonds international de développement agricole (FIDA), 2019]. Pour lutter contre la pauvreté et les inégalités en milieu rural et atteindre les objectifs de développement durable, il faudra donc que les systèmes alimentaires soient capables de contribuer à l'essor des économies rurales et de générer des moyens d'existence diversifiés et équitables [FAO, 2017; Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2020]. Pour y parvenir, il faudra que le segment intermédiaire du système alimentaire fasse preuve d'innovation et d'esprit d'entreprise afin d'élargir les débouchés commerciaux des agriculteurs et de générer davantage de moyens d'existence non agricoles.

Une approche inclusive de la transformation des systèmes alimentaires ne peut s'envisager qu'à la condition de prêter une attention particulière à la diversité des contextes propres aux populations rurales, de leurs situations, de leurs facteurs de vulnérabilité, ainsi que des possibilités qui s'offrent à elles. Il est trop facile de généraliser la pauvreté et les inégalités en milieu rural. Souvent, les populations rurales sont supposées être composées de petits exploitants agricoles, et la diversité de la petite agriculture est simplifiée à l'extrême. En outre, les difficultés et les points faibles qui pénalisent les femmes, les jeunes et les populations autochtones ne sont pas suffisamment pris en compte (Davis, Lipper et Winters, 2021). Les multiples façons dont est vécue la pauvreté rurale ont des conséquences sur la nature et l'ampleur des défis à relever, sur les types d'innovation et de solutions susceptibles de fonctionner, ainsi que sur les données et éléments factuels susceptibles de fournir des réponses personnalisées.

La recherche de moyens d'existence équitables n'est pas seulement une question de revenu. Les populations rurales produisent des denrées alimentaires – ce qui leur permet de gagner leur vie – et en consomment également. Leurs moyens d'existence et leur santé sont tributaires de leur capacité à tirer un revenu équitable du système alimentaire et à acheter des aliments nutritifs à un prix abordable, tout en gardant suffisamment d'argent pour les autres dépenses. La notion de moyens d'existence équitables signifie par ailleurs que l'on ne saurait laisser de côté aucun individu ou groupe d'individus et qu'il faut miser sur la cohésion sociale. Cela suppose de concentrer les efforts sur l'avancement des femmes et des filles, ainsi

que sur les besoins des groupes minoritaires et des populations autochtones. Les femmes, les hommes et les jeunes qui vivent en milieu rural doivent être les acteurs de leur propre destin: ils doivent avoir les outils et les moyens de rechercher, de saisir et de profiter des opportunités qui se présentent, et d'influer sur les décisions qui concernent leur avenir.

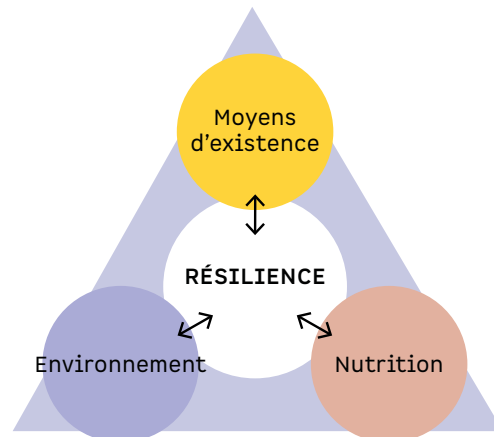
## Résultats des systèmes alimentaires

La transformation d'un système alimentaire a principalement pour objectifs de s'assurer que celles et ceux qui travaillent dans ce secteur sont en mesure de gagner décemment leur vie, de faire en sorte que les aliments consommés sont sains et de veiller à ce que la production de denrées alimentaires respecte les limites planétaires. Ces trois aspects – moyens d'existence, nutrition et environnement – sont étroitement liés et les résultats que l'on espère ainsi obtenir sont essentiellement dictés par un impératif, qui est de rendre les systèmes alimentaires résistants aux chocs dus aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux attaques de ravageurs et aux épidémies, aux changements climatiques, ainsi qu'aux anomalies de marché.

Les politiques alimentaires et agricoles qui ont été appliquées dans le passé étaient certes bien intentionnées, mais ont généré des mesures incitatives, des facteurs externes et des effets indirects qui sont à l'origine d'une mauvaise alimentation, d'une dégradation de l'environnement et d'inégalités en milieu rural. Depuis les années 60, les systèmes alimentaires ont énormément changé (Alexandratos et Bruinsma, 2012). Alors que la population mondiale a augmenté de 142% entre 1961 et 2016, les rendements céréaliers moyens ont progressé de 193% et la production de calories a fait un bond de 217% (Benton et Bailey, 2019). Le nombre de personnes souffrant de la faim a fortement baissé. Pourtant, paradoxalement, plus l'efficacité de la production alimentaire s'est accrue, plus l'efficacité des systèmes alimentaires à produire des aliments nutritifs a diminué (Benton et Bailey, 2019). Actuellement, les systèmes alimentaires n'arrivent pas à fournir des moyens d'existence décents à nombre de ceux qui travaillent dans ce secteur. La croissance des rendements s'est accompagnée d'une insoutenable dégradation de l'environnement.

La méconnaissance des liens qui existent entre ces différents aspects des systèmes alimentaires a des coûts et conséquences inattendus que rien ne vient compenser. Des compromis particulièrement difficiles doivent être trouvés, notamment entre le maintien de denrées alimentaires à des prix abordables pour tous, l'amélioration de la nutrition, le coût environnemental réel à payer et la nécessité de donner aux producteurs la possibilité de percevoir un salaire décent [Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2020a].

La nature des systèmes alimentaires et leur mode de fonctionnement varient grandement selon la situation géographique, les segments de marché et les économies politiques des différents pays (**TABLEAU 1**) – cela va du système traditionnel local avec ses marchés informels au modèle global de supermarchés propre aux pays à revenu élevé. De telles disparités influent considérablement sur le niveau de l'emploi dans le secteur agricole, sur le rôle des petits producteurs et sur la manière dont se comporte le segment intermédiaire, ce qui a d'importantes répercussions sur les opportunités relatives aux moyens d'existence.



Résultats des systèmes alimentaires

**TABLEAU 1** TYPES DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET CONSÉQUENCES POUR LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS RURALES

TYPE DE SYSTÈME ALIMENTAIRE	DESCRIPTION	CONSÉQUENCES POUR LES MOYENS D'EXISTENCE ET LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS RURALES
Traditionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Denrées alimentaires produites et consommées localement, négociées sur des marchés ouverts informels, sans contrats officiels</li> <li>- Filières courtes, peu de normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments</li> <li>- Faible consommation d'aliments transformés</li> <li>- Production agricole concentrée pour l'essentiel dans de petites et très petites exploitations</li> <li>- Faible productivité agricole, mais niveau d'emploi élevé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revenus agricoles faibles; forte dépendance des ménages à ces revenus</li> <li>- Hauts niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle</li> <li>- Peu de possibilités d'emplois non agricoles</li> <li>- Difficultés d'accès aux marchés pour les intrants et extrants</li> </ul>
Tourné vers la diversification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amplification du réseau de petites et moyennes entreprises axées sur des filières répondant à la demande des zones urbaines en matière d'alimentation</li> <li>- Échanges essentiellement informels et dominés par les marchés au comptant</li> <li>- Commerce de détail en milieu urbain reposant en grande partie sur les marchés de produits frais</li> <li>- Émergence de normes et de contrats formels pour certains échanges</li> <li>- Consommation accrue d'aliments transformés</li> <li>- Augmentation des importations de produits alimentaires qui concurrencent la production locale</li> <li>- Présence de quelques produits spécialisés pour les marchés d'exportation</li> <li>- Taux d'emploi élevé dans l'agriculture et le secteur intermédiaire, grâce à des technologies à forte intensité de main d'œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance agricole portée par la demande alimentaire urbaine</li> <li>- Développement rapide des possibilités d'emploi et de commerce dans le secteur intermédiaire dominé par les petites et moyennes entreprises</li> <li>- Recul de l'extrême pauvreté et de la malnutrition</li> <li>- Conditions de travail très variables et ouvrant la voie à l'exploitation</li> <li>- Diversification des moyens d'existence en milieu rural</li> <li>- Transition alimentaire propice à une augmentation de la suralimentation et des maladies non transmissibles</li> </ul>
Global	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Système alimentaire industrialisé et fortement concentré</li> <li>- Commerce de détail dominé par les supermarchés</li> <li>- Forte consommation de produits transformés et conditionnés</li> <li>- Achats de produits alimentaires partout dans le monde</li> <li>- Influence des normes publiques et privées sur tous les aspects de la production, de la transformation et du commerce de détail</li> <li>- Secteur intermédiaire et commerce de détail dominés par un petit nombre d'entreprises</li> <li>- Dispositions contractuelles complexes</li> <li>- Activités du système alimentaire fortement mécanisées, nécessitant des capitaux importants et offrant peu de possibilités d'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moindres opportunités proposées par le secteur informel aux petits producteurs</li> <li>- Débouchés réservés à celles et ceux qui peuvent satisfaire aux normes rigoureuses et fournir des produits à grande échelle</li> <li>- Possibilités d'emploi réduites, mais conditions de travail réglementées</li> <li>- Production agricole souvent tributaire des travailleurs migrants</li> <li>- Forte concurrence des prix sur le marché alimentaire mondial</li> <li>- Consommation accrue d'aliments transformés à haute teneur énergétique</li> <li>- Aggravation rapide de l'obésité et des problèmes de santé liés à l'alimentation</li> </ul>

*Note:* données tirées des classifications de Reardon et al. (2019) ainsi que du tableau de bord des systèmes alimentaires. La terminologie a été modifiée afin d'éviter toute connotation donnant à penser que les systèmes alimentaires propres aux pays industrialisés à revenu élevé, souvent qualifiés de « modernes », sont nécessairement plus souhaitables.

## Résilience: réduire les risques, anticiper les chocs et les surmonter

Les risques et incertitudes sont inhérents aux systèmes alimentaires. Au nombre de ces risques figurent les processus caractérisés par un changement progressif (comme les changements climatiques, l'urbanisation et l'évolution des régimes commerciaux mondiaux), les chocs ponctuels (tels que les catastrophes naturelles ou les crises financières et politiques), et les réactions inattendues des systèmes alimentaires à ces processus et événements.

Les multiples menaces auxquelles sont exposées les terres nourricières de la planète, qu'elles soient dues à la sécheresse, aux fréquentes attaques de ravageurs et aux épidémies, ou encore à la flambée des prix sur les marchés internationaux, mettent à mal la sécurité alimentaire mondiale (Tendall et al., 2015). Les changements climatiques ne font qu'aggraver les risques (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2019). Nous devons nous préparer à des crises simultanées susceptibles d'affecter l'ensemble du système alimentaire mondial et à de graves crises qui pourraient toucher des villes ou des régions entières. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID19), les invasions de criquets pèlerins et la sécheresse en Afrique de l'Est, de même que la flambée des prix des produits alimentaires en 2008, ont fait ressortir la vulnérabilité des systèmes alimentaires (Béné et al., 2021).

Les personnes en situation de pauvreté sont extrêmement vulnérables aux chocs qui touchent les systèmes alimentaires (Béné et al., 2021). Elles disposent, par définition, de peu de moyens et d'économies pour y faire face, de sorte que même des chocs mineurs peuvent les plonger dans le dénuement. La vulnérabilité aux chocs précipite les populations rurales dans la pauvreté, les y maintient et les empêche d'en sortir. Une maladie peut avoir des effets considérables sur un foyer en raison de ses éventuelles répercussions, directes et indirectes, sur la main-d'œuvre familiale. Les petits exploitants agricoles étant fortement tributaires de l'agriculture pluviale, une crue soudaine, mais aussi une courte période sans pluie, peut se traduire par de mauvaises récoltes et les amener de ce fait à souffrir de la faim et à ne pas pouvoir payer les frais de scolarité ou acheter des graines pour la saison suivante. Une pénurie chronique d'investissements dans les infrastructures nécessaires, par exemple, au stockage de l'eau et des vivres ou à l'irrigation rend les petits exploitants agricoles particulièrement vulnérables.

Lorsque des chocs surviennent, celles et ceux qui les subissent recourent à diverses stratégies d'adaptation et finissent souvent par contracter des dettes ou par vendre des biens, ce qui les rend de plus en plus vulnérables aux futurs chocs. Au moment de décider de la façon dont ils vont répartir et utiliser l'argent, la terre et la main-d'œuvre dont ils disposent, les ménages ruraux à faible revenu prennent généralement en considération les opportunités qui s'offrent à eux, mais aussi la nécessité de minimiser leur exposition ou leur vulnérabilité aux chocs. Ils ont pleinement conscience qu'un faux pas peut les enfoncer davantage encore dans la pauvreté, de sorte qu'ils hésitent parfois à prendre des risques trop importants ou à s'engager dans des activités plus rentables qui pourraient les sortir de cette situation.

Lorsque l'on aborde la question des systèmes alimentaires, il faut avoir conscience qu'il est possible de modérer les risques, mais non de les supprimer. La réduction des risques peut passer par la mise en place de mesures visant à atténuer les changements climatiques et à s'adapter à leurs effets, par le choix de nouvelles variétés de semences, par une meilleure gestion de l'eau, ainsi que par des systèmes d'alerte rapide annonçant les pénuries alimentaires et les attaques de ravageurs et épidémies. La transformation des systèmes alimentaires exige de disposer de ses propres capacités à atténuer les effets immédiats des chocs et à les surmonter rapidement.

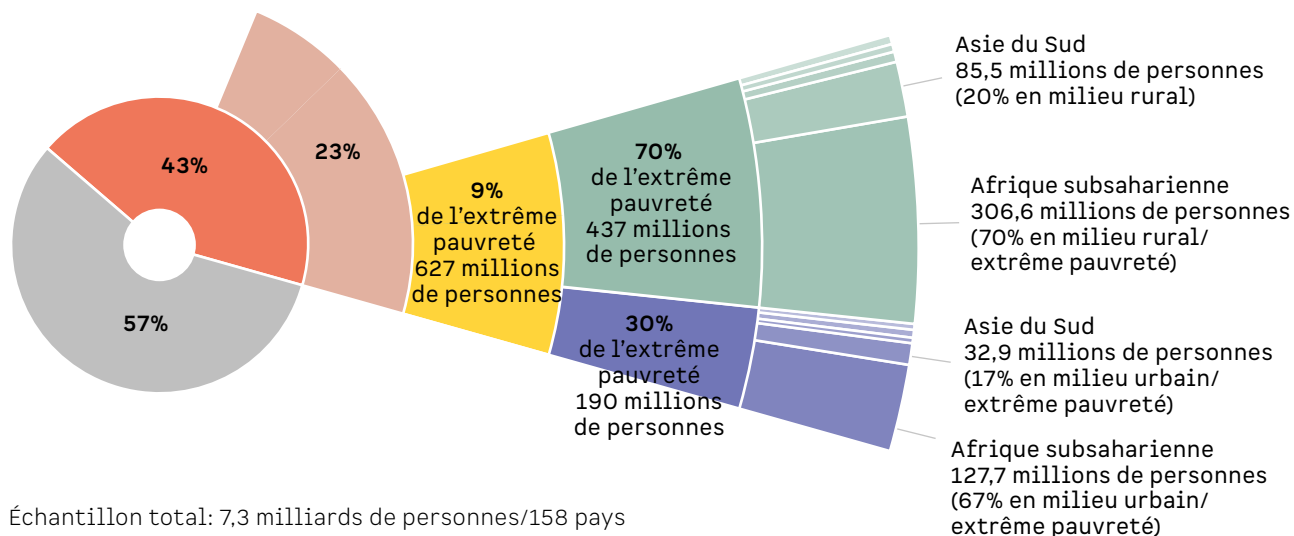
Le risque et la résilience sont au cœur de l'idée que présente le rapport concernant l'entrepreneuriat dans le système alimentaire en milieu rural. L'entrepreneuriat consiste essentiellement à réaliser des investissements et à prendre des risques dans l'intention de générer des bénéfices intéressants. La réduction des risques et le renforcement de la résilience revêtent donc une importance primordiale pour favoriser la création de petites entreprises viables et le développement de l'entrepreneuriat.

### Moyens d'existence: un levier pour lutter contre la pauvreté et les inégalités en milieu rural

Les populations rurales ont bien souvent des moyens d'existence liés aux systèmes alimentaires. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, près de 3,2 milliards d'individus vivent dans des zones rurales, et continuent, pour la plupart, de dépendre, à des degrés divers, de l'agriculture et des systèmes alimentaires pour assurer leur subsistance. Comparativement à d'autres secteurs, l'agriculture et l'alimentation se distinguent par leur volume d'emplois et par le degré de dépendance aux petites et moyennes entreprises. D'où l'importance cruciale des systèmes alimentaires pour lutter contre la pauvreté et répartir équitablement les débouchés économiques (FAO, 2017; IFPRI, 2020).

L'objectif de la prospérité partagée et du développement rural doit aller, à long terme, bien au-delà du simple fait de sortir des populations de l'extrême pauvreté (Banque mondiale, 2018). À l'échelle planétaire, 627 millions de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour, tandis que plus de trois milliards sont en situation de pauvreté au regard des seuils fixés par la Banque mondiale pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (FIGURE 2). Les personnes pauvres vivent pour l'essentiel dans des zones rurales (FIGURE 3) et gagnent majoritairement leur vie, en partie du moins, grâce à un travail qui se situe dans le système alimentaire.

**FIGURE 2** L'EXTRÊME PAUVRETÉ SE CONCENTRE DANS LES ZONES RURALES, EN PARTICULIER EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

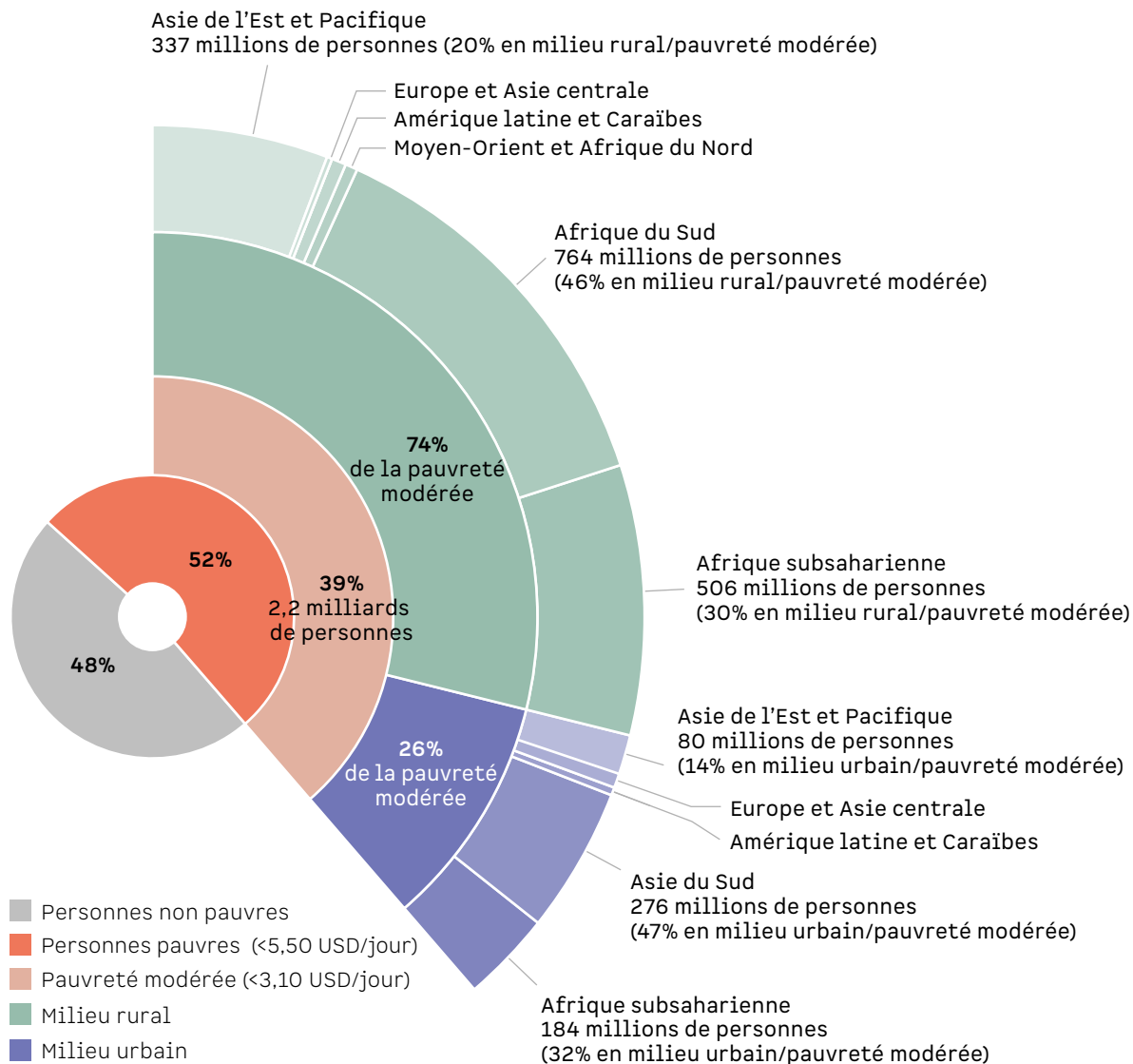


Échantillon total: 7,3 milliards de personnes/158 pays

- Personnes non pauvres
- Personnes pauvres (<5,50 USD/jour)
- Pauvreté modérée (<3,20 USD/jour)
- Extrême pauvreté (<1,90 USD/jour)
- Milieu rural
- Milieu urbain

Source: figure réalisée par les auteurs grâce à des informations tirées du site Web World Poverty Clock et de la page PovcalNet. (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povDuplicateWB.aspx>).

**FIGURE 3 LA PAUVRETÉ MODÉRÉE ET LES INÉGALITÉS EN MILIEU RURAL DEMEURENT IMPORTANTES EN ASIE DE L'EST ET DANS LE PACIFIQUE, EN ASIE DU SUD ET EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, PRINCIPALEMENT DANS LES ZONES RURALES**



Source: FAO (2017) pour les données concernant la pauvreté modérée, et PovcalNet pour les données concernant la pauvreté dont le seuil est fixé à 5,50 USD par jour (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povDuplicateWB.aspx>).

Les taux d'extrême pauvreté devraient diminuer pour atteindre environ 7% de la population mondiale d'ici 2030, 90% des personnes concernées vivant en Afrique subsaharienne. L'extrême pauvreté et la faim seront de plus en plus concentrées dans des pays fragiles. La pauvreté modérée restera élevée en Asie et en Afrique subsaharienne et principalement dans les zones rurales (**FIGURE 3**).

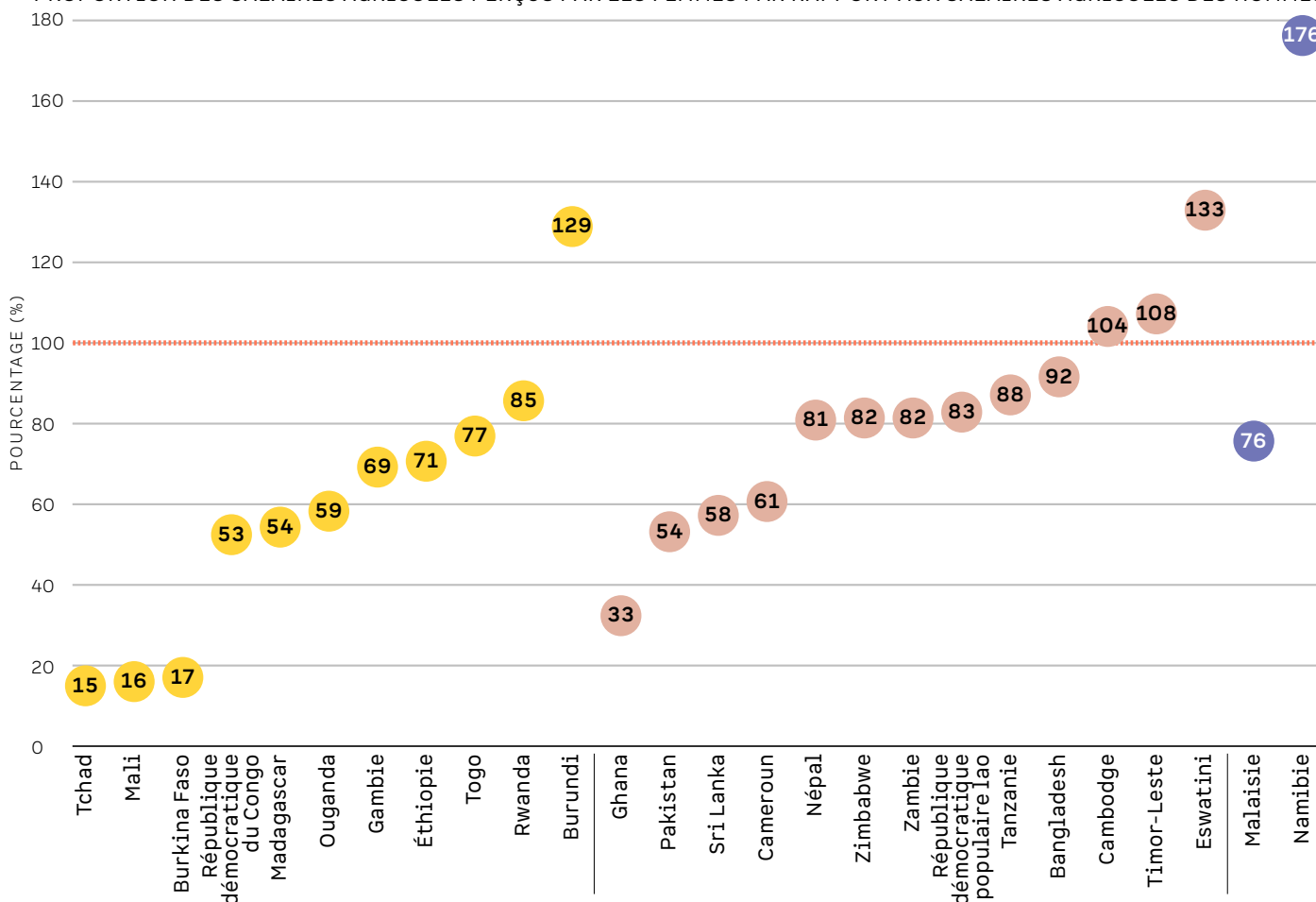
Le fait de miser sur l'entrepreneuriat pour améliorer les moyens d'existence équitables des populations rurales ne donnera des résultats que s'il s'accompagne de stratégies ambitieuses pour l'égalité femmes-hommes et l'avancement économique des femmes. Les inégalités entre les femmes et les hommes en matière d'éducation, d'emploi, de rémunération, de sécurité physique et de temps disponible restent profondément ancrées dans les sociétés rurales (Commission de la condition de la femme, 2018) et dans le mode de fonctionnement des systèmes alimentaires

(Quisumbing et al., 2021). Un écart salarial important persiste entre les femmes et les hommes en milieu rural (FIGURE 4). Outre que les droits des femmes et des filles s'en ressentent et que les possibilités que leur offre l'existence s'en trouvent diminuées, cela se traduit aussi par une grande perte en termes de contribution des femmes au progrès économique dans les zones rurales.

Alors qu'elles constituent 6% de la population mondiale, les communautés autochtones représentent 18% des personnes en situation d'extrême pauvreté et vivent principalement dans les zones rurales. Gardiennes de 80% de la biodiversité restante dans le monde, elles occupent des territoires qui coïncident souvent avec les zones les mieux préservées (Garnett et al., 2018). Elles font souvent l'objet de discrimination et se trouvent privées de leurs terres (OIT, 2020). La transformation des systèmes alimentaires doit prendre en compte les besoins de ces populations. Dans le même temps, elles peuvent grandement œuvrer à cette transformation, car leurs systèmes alimentaires recèlent un trésor de savoirs qui contribue à la santé et au bien-être, en ce qu'il profite aux collectivités, préserve une riche biodiversité et procure des aliments nutritifs.

**FIGURE 4** DANS L'AGRICULTURE, LES DISPARITÉS SALARIALES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES SONT SUBSTANTIELLES ET PERDURENT

PROPORTION DES SALAIRES AGRICOLES PERÇUS PAR LES FEMMES PAR RAPPORT AUX SALAIRES AGRICOLES DES HOMMES



■ Revenu faible ■ Revenu intermédiaire de la tranche inférieure  
 ■ Revenu intermédiaire de la tranche supérieure ..... Parité salariale femmes-hommes dans l'agriculture

Source: Organisation internationale du Travail (OIT), 2019.

La transformation rurale axée sur les jeunes doit mettre l'accent sur la connectivité aux marchés, à l'information et aux réseaux sociaux, sur la productivité grâce à l'apprentissage, aux compétences et à l'accès aux ressources productives, et sur la maîtrise de son destin par la participation à la vie civile et politique et l'avancement (FIDA, 2019). On dénombre actuellement, au niveau mondial, 780 millions de jeunes ruraux, zones périurbaines incluses, dont 65% vivent en Asie et dans le Pacifique, et 20% en Afrique subsaharienne. Les tendances démographiques observées en Afrique subsaharienne indiquent que les nouveaux arrivants sur le marché du travail, qui sont aujourd'hui 20 millions par an, seront 50 millions en 2050. L'augmentation rapide du nombre de jeunes ruraux en Afrique représente un défi considérable en matière d'emploi. L'absence de perspectives de travail risque d'enfermer toute une génération dans la pauvreté, ce qui aura d'importantes répercussions sur le bien-être des populations rurales, ainsi que sur la stabilité politique et sociale. Les possibilités d'emplois non agricoles dans les filières alimentaires et le secteur des services y afférents sont susceptibles d'attirer les jeunes vers des activités qui font appel à leur intérêt pour les technologies numériques et leur permettent d'espérer un revenu décent.

### **Nutrition: un double bénéfice pour les populations rurales**

Le monde fait face à une crise nutritionnelle qui cumule trois problèmes [Willet et al., 2019; FAO et al., 2020; Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (GLOPAN), 2020], à savoir une sous-nutrition persistante, une suralimentation croissante et des carences élevées en micronutriments. La production et la consommation d'aliments plus variés et plus riches en nutriments constituent le seul moyen de résoudre ces problèmes. Un objectif ambitieux axé sur l'amélioration de la nutrition des populations, tant rurales qu'urbaines, pourrait être doublement profitable pour ce qui concerne les moyens d'existence en milieu rural. Le fait de produire des volumes plus importants de fruits, de légumes et de protéines à forte valeur ajoutée peut stimuler la croissance de l'économie alimentaire rurale et contribuer, ce faisant, à donner aux familles rurales la possibilité et les moyens d'accéder à des aliments plus nutritifs – et d'améliorer ainsi leur santé, leur productivité et leur qualité de vie.

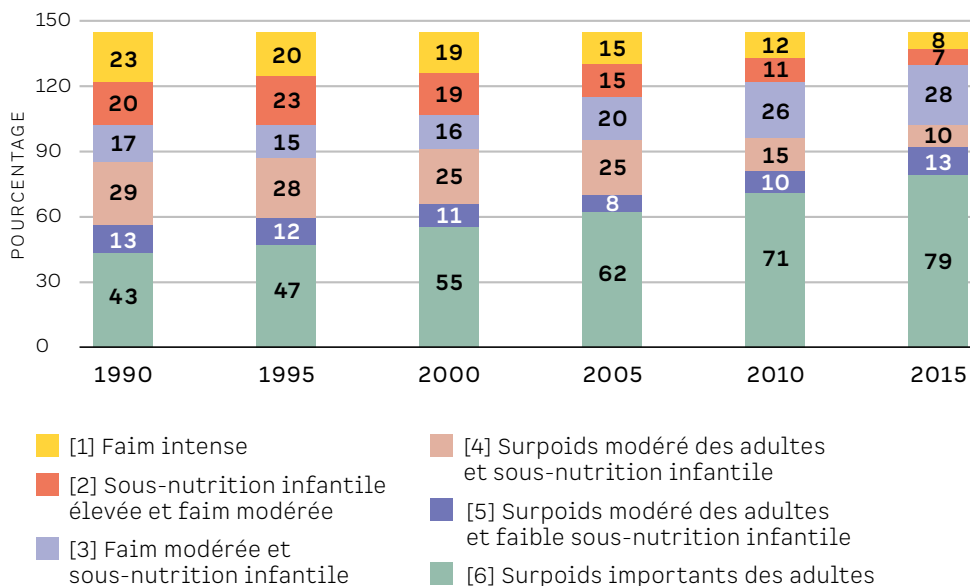
La faim et l'insécurité alimentaire vont en s'aggravant au sein des populations rurales pauvres. Après des décennies de recul, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 181 millions ces six dernières années, pour atteindre un total de jusqu'à 811 millions (FAO et al., 2021). Du fait de la COVID19, 100 millions d'êtres humains supplémentaires risquent de se trouver affamés et indigents, et la pandémie menace d'annuler les progrès réalisés au regard des objectifs de développement durable (Banque mondiale, 2020a). Mais surtout, ils sont plus de trois milliards, principalement en Afrique et en Asie, à ne pas pouvoir se procurer des aliments sains (GLOPAN, 2020; Herforth et al., 2020).

L'alimentation des populations rurales et urbaines se modifie considérablement. Au cours des 25 dernières années, la régression sensible de la faim et de la sous-nutrition est allée de pair avec une progression spectaculaire de la suralimentation et de l'obésité (**FIGURE 5**). Dans de nombreux pays à faible revenu, la suralimentation n'est pas encore la norme dans les zones rurales, mais les retards de croissance des enfants demeurent fréquents. Le défi consiste à continuer de réduire la sous-nutrition sans basculer dans la suralimentation.

L'amélioration de la nutrition et l'amélioration des moyens d'existence sont étroitement liées. La demande de produits alimentaires plus variés et plus riches en nutriments peut créer de nouveaux débouchés commerciaux pour les petites entreprises agroalimentaires (GLOPAN, 2020). La production d'aliments riches en



**FIGURE 5 LA SOUS-NUTRITION AUGMENTE, LA SURALIMENTATION AUSSI**



Source: Food security portal (<https://www.foodsecurityportal.org/node/62>).

nutriments permet d’obtenir un revenu par hectare plus élevé et pourrait inciter un nombre croissant de petites entreprises à saisir les opportunités offertes par la transformation, le stockage et la revente d’une gamme plus large de produits alimentaires nutritifs de qualité destinés à différents segments de consommateurs. Mais les produits périssables à haute valeur ajoutée doivent répondre à des critères de qualité, de sécurité, de traçabilité et de fiabilité de livraison, ce qui peut constituer un frein pour les petits producteurs.

**Environnement: créer de la valeur en nourrissant le monde dans le respect des limites planétaires**

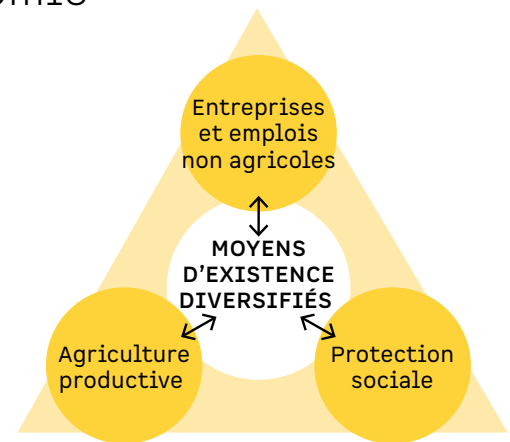
Le mode actuel de production des denrées alimentaires contribue massivement à la dégradation de l’environnement et aux changements climatiques (Springman et al., 2018; Willett et al., 2019; Dasgupta, 2021; Duku et al., 2021). Si nous voulons nourrir le monde dans le respect des limites planétaires, il va nous falloir modifier radicalement les types d’aliments produits, les pratiques de production et les modèles d’utilisation des terres. Les opportunités et les risques que vont engendrer ces bouleversements en ce qui concerne les moyens d’existence des populations rurales sont considérables. Les primes dont bénéficient les aliments produits de manière durable ou la rétribution des services écosystémiques et du piégeage du carbone peuvent ouvrir de nouvelles perspectives économiques. Cependant, les investissements, les technologies et les compétences en gestion qui seront nécessaires pourraient bien exclure les personnes moins instruites et les personnes les plus pauvres. De même, il n’est pas impossible que, plutôt que de demander aux consommateurs d’acquitter le coût environnemental réel des produits alimentaires qu’ils achètent, les frais liés à l’amélioration de la performance environnementale soient répercutés sur les producteurs, ce qui aggraverait encore la difficulté qu’ont les agriculteurs et les collectivités rurales à obtenir une part équitable de la valeur générée par l’économie alimentaire.

Les petits exploitants agricoles peuvent grandement contribuer à réduire l’empreinte environnementale de la production alimentaire. Au moins 30% des terres agricoles dans le monde sont gérées par de petits exploitants qui possèdent

moins de 20 hectares – un pourcentage qui, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, est bien plus important.

## Pistes à explorer pour offrir à la prochaine génération une économie agroalimentaire inclusive

De même que, pour bien nourrir la population mondiale, il faut une alimentation plus variée et plus nutritive, la lutte contre la pauvreté en milieu rural suppose des moyens d'existence plus diversifiés. Les solutions tournées vers l'agriculture productive, les entreprises et emplois non agricoles et la protection sociale doivent se renforcer mutuellement pour procurer aux populations rurales des moyens d'existence équitables. L'agriculture demeurera indispensable. Cependant, pour beaucoup de femmes et d'hommes de la prochaine génération qui vivront en milieu rural, les perspectives à saisir viendront de l'abandon de la production primaire au profit du secteur intermédiaire, à savoir la transformation, la distribution et la revente des produits alimentaires, ainsi que des activités dans les domaines de la finance, des équipements et des services d'appui. La protection sociale sera également une condition essentielle pour les aider à passer à de nouveaux moyens d'existence et pour assister celles et ceux qui sont enlisés dans la pauvreté ou qui ont été frappés par une crise.



Solutions tournées vers une économie agroalimentaire inclusive

Une part plus importante du système alimentaire devra être générée et accaparée dans les économies rurales pour fournir des moyens d'existence équitables aux populations concernées. Trois tendances donnent à penser que le système alimentaire possède un formidable potentiel pour la création de valeur dans les collectivités rurales. La première est l'augmentation notable de la production d'aliments variés et riches en nutriments, en particulier les fruits et légumes, qui ont une valeur monétaire supérieure à celle des cultures de base (GLOPAN, 2020). La deuxième est l'urbanisation rapide que connaissent les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, phénomène qui favorise l'accès aux marchés et la demande de produits et services alimentaires ciblés à forte valeur ajoutée. La troisième tendance est l'acceptation croissante de ce que les services écosystémiques et le piégeage du carbone ont un prix, ce qui crée des sources de revenus potentielles pour celles et ceux qui préservent la terre, l'eau et la biodiversité, et en prennent soin (Willet et al., 2017; Blended Finance, 2019; Lipper et al., 2021).

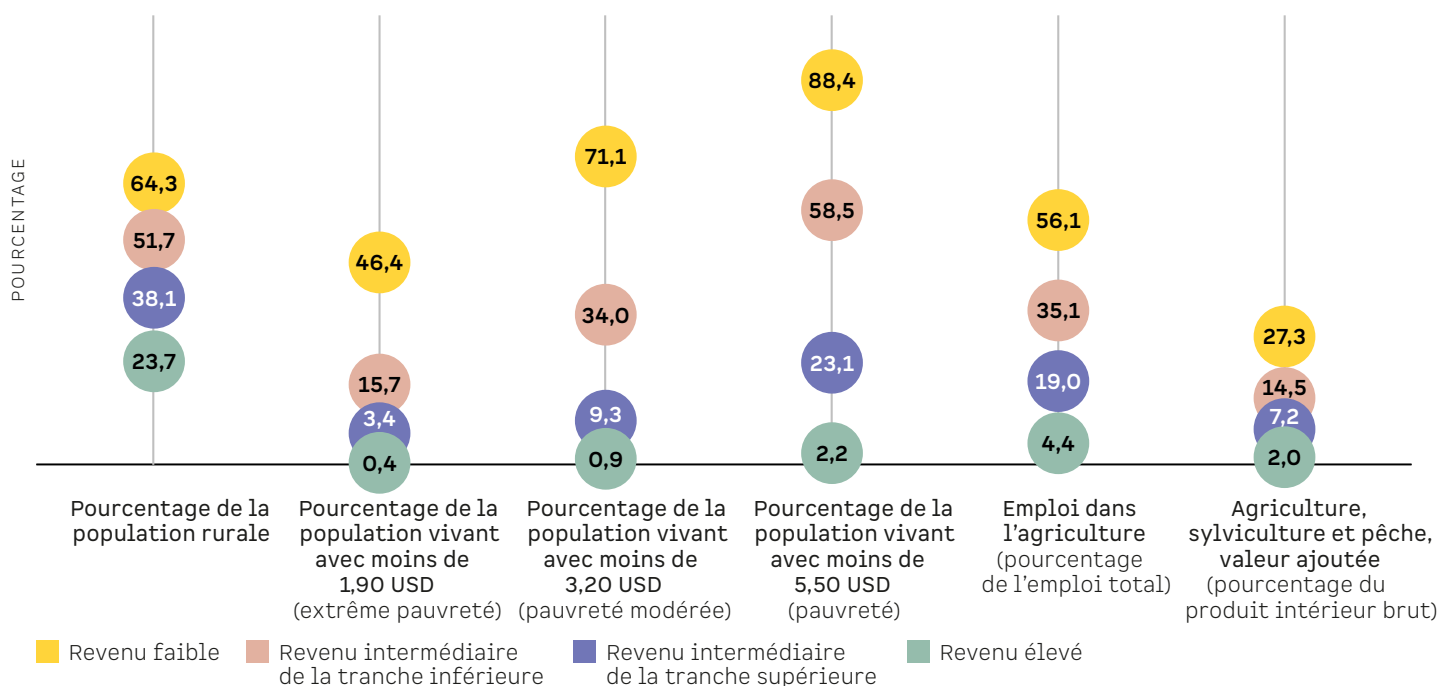
Même si la proportion de ces nouveaux débouchés économiques susceptibles d'être créés et accaparés par les populations rurales est relativement faible, cela pourrait avoir une incidence non négligeable sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Le potentiel de possibilités nouvelles de revenu est particulièrement important dans le secteur intermédiaire des systèmes alimentaires.

L'esprit d'entreprise des producteurs et exploitations de petite taille est le facteur clé d'une économie agroalimentaire rurale inclusive. Les systèmes alimentaires relèvent, dans une large mesure, du secteur privé. Ils fonctionnent, évoluent et s'adaptent grâce au dynamisme des petits producteurs, au vaste réseau de microentreprises et de petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux grandes entreprises nationales et internationales.

**TABLEAU 2 INCIDENCES DU CONTEXTE NATIONAL SUR LES MOYENS D'EXISTENCE ÉQUITABLES DES POPULATIONS RURALES**

TYPE DE PAYS	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA PAUVRETÉ ET DES MOYENS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL	TYPES DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES PRÉDOMINANTS	POINTS D'ANCRAGE/POSSIBILITÉS OFFERTES POUR DONNER DES MOYENS D'EXISTENCE ÉQUITABLES AUX POPULATIONS RURALES
Pays à faible revenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveaux élevés d'extrême pauvreté et de malnutrition</li> <li>- Économie dominée par l'agriculture, conjuguée à un lent développement des autres secteurs</li> <li>- Maintien de l'agriculture comme principal pourvoyeur d'emplois</li> <li>- Chômage élevé des jeunes</li> <li>- Possibilités limitées de diversification des moyens d'existence</li> <li>- Insécurité alimentaire parfois importante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Systèmes traditionnels encore très présents, mais émergence d'autres systèmes sous l'impulsion de l'urbanisation</li> <li>- Richesse urbaine limitée ne conduisant pas encore à un bond substantiel de la demande d'aliments à forte valeur ajoutée</li> <li>- Pénétration modeste des supermarchés, destinés essentiellement à la frange supérieure des consommateurs urbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Place toujours essentielle de l'agriculture pour l'économie et le développement rural</li> <li>- Faible capacité des pouvoirs publics à investir dans le développement rural, notamment en termes de renforcement des capacités, d'infrastructures, de technologies et de protection sociale</li> </ul>
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extrême pauvreté en net recul, mais pauvreté modérée assez importante et persistance d'inégalités en milieu rural</li> <li>- Urbanisation rapide et augmentation de la richesse urbaine favorisant l'élargissement du choix des moyens d'existence</li> <li>- Possibilités croissantes de diversification des moyens d'existence</li> <li>- Baisse substantielle de l'insécurité alimentaire, mais persistance de la sous-nutrition, associée à des carences en micronutriments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Passage rapide à un système alimentaire diversifié; systèmes traditionnels toujours très répandus dans les zones rurales</li> <li>- Essor des systèmes modernes, parfois présents dans des zones rurales</li> <li>- Forte incidence de la richesse urbaine sur les types de demandes alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Part de l'agriculture moins importante dans le produit intérieur brut en raison de la diversification de l'économie, mais niveaux d'emploi toujours élevés dans les secteurs agricole et alimentaire</li> <li>- Possibilités de diversification dans l'espace périurbain</li> <li>- Capacité accrue, mais encore limitée des pouvoirs publics à investir dans le développement rural, en particulier dans les pays dont la population est principalement rurale et pauvre</li> <li>- Accès accru et facilité aux marchés agricoles</li> </ul>
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régression rapide, voire presque inexistance, de l'extrême pauvreté et de la faim, mais persistance d'importantes inégalités en milieu rural</li> <li>- Quelques groupes ou régions tenus à l'écart de l'essor du développement économique</li> <li>- Vastes possibilités de diversification des moyens d'existence</li> <li>- Insécurité alimentaire limitée, mais augmentation de la suralimentation et de l'obésité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Progression rapide de la diversification du système alimentaire et prévalence accrue du modèle global</li> <li>- Subsistance de certains systèmes traditionnels dans des zones rurales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Économie de plus en plus diversifiée, avec une baisse de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut et une diminution considérable des emplois dans ce secteur</li> <li>- Développement rural soutenu par des moyens financiers considérables dégagés par les pouvoirs publics</li> <li>- Importations de denrées alimentaires en provenance d'autres pays pouvant devenir importantes</li> </ul>
Pays à revenu élevé (pays de l'OCDE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Persistance de certaines inégalités en milieu rural</li> <li>- Problèmes majeurs d'obésité et de mauvaise qualité nutritionnelle de l'alimentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Domination totale des systèmes alimentaires transformés</li> <li>- Existence de systèmes traditionnels/diversifiés très ciblés qui attirent certains consommateurs et marchés localisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilités de développement grâce aux importations en provenance de pays à revenu faible et intermédiaire</li> <li>- Effets significatifs des subventions et droits de douane sur l'économie alimentaire des pays à revenu faible et intermédiaire</li> <li>- Importantes contributions de l'aide publique au développement favorisant l'essor du système alimentaire</li> </ul>
États fragiles et zones de conflit	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveaux élevés d'extrême pauvreté, de malnutrition, d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité</li> <li>- Économie généralement dominée par l'agriculture</li> <li>- Capacité limitée des pouvoirs publics à soutenir le développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importance des systèmes alimentaires traditionnels associés à des systèmes qui se diversifient en fonction du pays et du type de fragilité</li> <li>- Répercussions parfois importantes de l'aide humanitaire et alimentaire sur les systèmes alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nécessité d'apporter une aide humanitaire et de mettre en place des programmes de protection sociale</li> </ul>

**FIGURE 6 LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES VARIENT SENSIBLEMENT SELON LE REVENU DES PAYS, DIFFÉRENCES QUI DICTENT LES PERSPECTIVES ET LES DIFFICULTÉS PROPRES À UNE DIVERSIFICATION DES MOYENS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL**



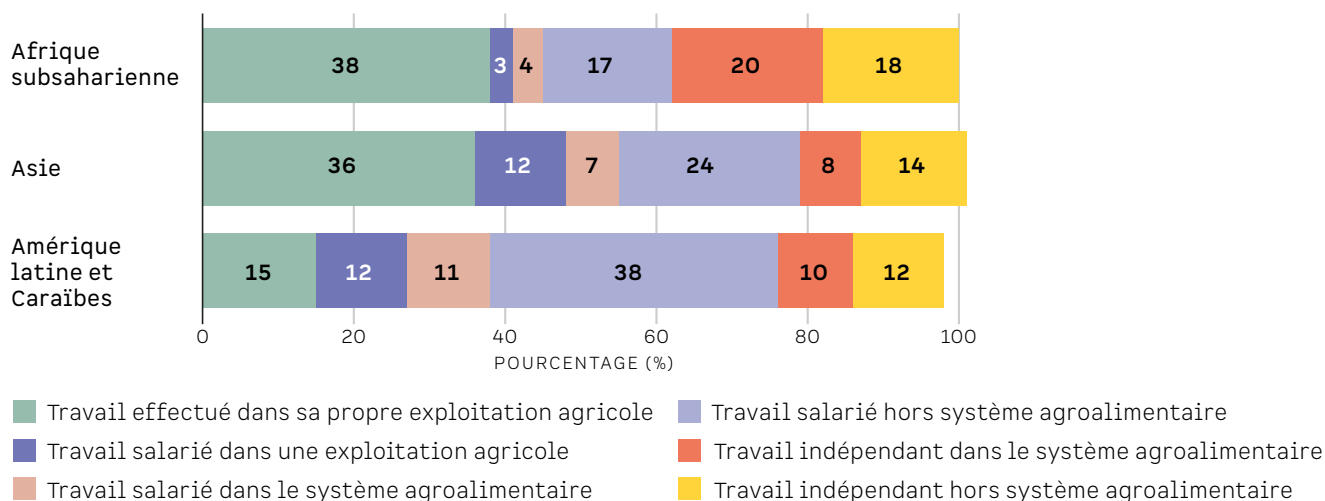
Note: ces chiffres couvrent 152 pays et 7,3 milliards d'êtres humains.

Source: Banque mondiale, 2020b, et PovcalNet (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/povDuplicateWB.aspx>).

Les perspectives et contraintes liées à la création de moyens d'existence équitables pour les populations rurales sont fortement influencées par le contexte national (FIDA, 2016). Le statut d'un pays en termes de revenu, le rôle de l'agriculture dans son économie, la prédominance de différents types de systèmes alimentaires, le niveau d'emploi dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi que les capacités financières et administratives des gouvernements sont autant d'éléments qui se combinent pour ouvrir la voie à des moyens d'existence diversifiés (**TABLEAU 2** et **FIGURE 6**).

### Moyens d'existence diversifiés des populations rurales

Les moyens d'existence des populations rurales ont connu ces dernières décennies une rapide diversification. Si la plupart des ménages continuent de pratiquer l'agriculture, nombre d'entre eux y associent d'autres sources de revenus afin de subvenir à leurs besoins. Cette diversification a pris de multiples formes: emploi dans une autre exploitation agricole, travail dans des petites et moyennes entreprises diverses et variées du secteur agroalimentaire ou du secteur économique au sens large, emploi salarié, ou encore revenus provenant de fonds envoyés par des membres de famille partis vivre en milieu urbain ou à l'étranger. Les ménages plus pauvres peuvent également bénéficier d'une protection sociale. De nombreux petits exploitants agricoles sont en fait des propriétaires ruraux qui pratiquent, en parallèle, d'autres activités lucratives, non agricoles. Les populations rurales plus marginalisées – à savoir les ménages dont le chef de famille est une femme, les jeunes et les populations autochtones – ne possèdent souvent pas de terres et sont entièrement tributaires de revenus non agricoles. Une étude réalisée dans 13 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire situés dans différentes régions (Dolislager et

**FIGURE 7 ESTIMATION DE LA RÉPARTITION DU TEMPS DE TRAVAIL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DANS LES ZONES RURALES**

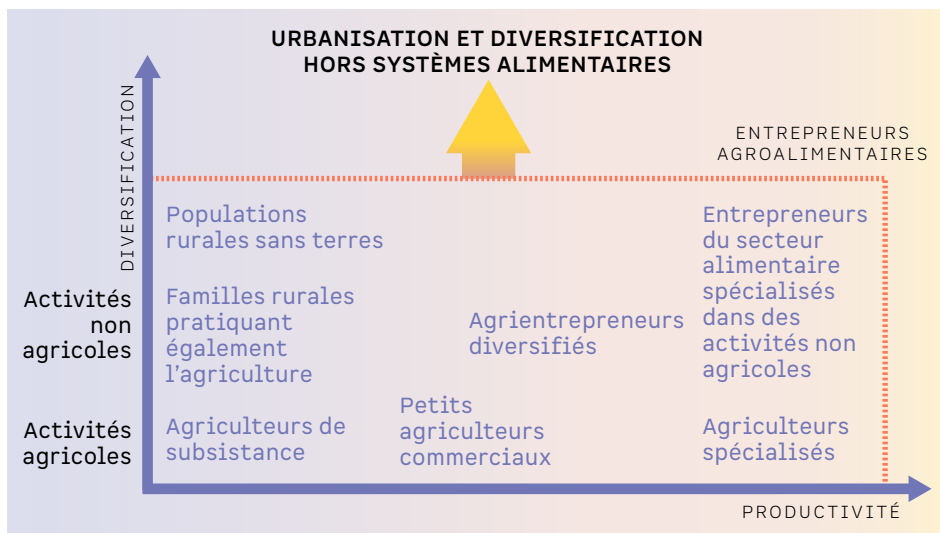
*Note:* l'emploi dans le système agroalimentaire s'entend de toutes les activités relatives au système alimentaire autres que la production dans une exploitation agricole. Les chiffres sont des estimations pondérées en fonction de la population, qui ont été tirées des sondages réalisés auprès des ménages de 13 pays, à savoir le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, l'Indonésie, le Malawi, le Mexique, le Népal, le Nicaragua, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Pérou et la Tanzanie.

*Source:* figure réalisée par les auteurs à partir des informations publiées dans les études de Dolislager et al., 2019, 2020.

al., 2019 et 2020) montre que le secteur agricole ne représente pas plus de 38% de l'emploi (**FIGURE 7**). Elle révèle également que, si 70 à 80% des Africains vivant en milieu rural travaillent dans l'agriculture d'une façon ou d'une autre, cette activité ne compte que pour un tiers de leur temps de travail. En dépit de cette diversification – travail agricole complété par des activités non agricoles –, la petite agriculture demeure une pierre angulaire des moyens d'existence des populations rurales. De nombreux sondages réalisés auprès des ménages dans de multiples pays montrent aussi une diversification notable des revenus et font ressortir l'importance persistante de l'agriculture (voir l'annexe sur les données).

Une meilleure connaissance des modèles et types de diversification des moyens d'existence permet d'orienter les politiques visant à améliorer le bien-être des populations rurales. Celles-ci peuvent se tourner vers différents types d'emplois et d'entreprises, se spécialiser comme agriculteurs ou comme entrepreneurs en milieu rural, ou encore prendre un emploi à temps plein (**FIGURE 8**). Un nombre croissant d'agroentrepreneurs diversifiés conjuguent des activités agricoles et non agricoles, touchant à la transformation, au conditionnement, à la distribution, voire à la vente directe aux consommateurs. La mise en place de synergies entre les moyens d'existence agricoles et non agricoles est une caractéristique essentielle de la mutation du système alimentaire en un système inclusif. Elle appelle des approches nouvelles plus larges et plus intégrées du développement rural (FAO, 2017; IFPRI, 2020).

La diversification des moyens d'existence peut contribuer à l'obtention d'un revenu minimum sans toutefois le garantir. Les activités non agricoles exercées auprès d'autres exploitants ou dans le secteur intermédiaire de l'agroalimentaire sont souvent très mal rémunérées. L'économie parallèle occupant ici une position dominante, les mauvaises conditions de travail et les cas d'exploitation sont courants. Les profits dégagés par les microentreprises sont souvent modestes, et les femmes et les hommes qui s'adonnent à ces activités sont parfois exploités par des entreprises de plus grande taille, plus puissantes sur le marché. Il n'est pas rare

**FIGURE 8** MODÈLES DE DIVERSIFICATION ET DE RENFORCEMENT DES MOYENS D'EXISTENCE

que les ménages diversifient leurs activités simplement pour survivre et enchaînent de longues heures de travail dans différents emplois et différentes entreprises sans pour autant arriver à subvenir à leurs besoins. Il reste beaucoup à faire pour s'assurer que toutes celles et tous ceux qui exercent des activités non agricoles dans le secteur agroalimentaire soient équitablement traités.

La diversité des ménages n'est pas sans rapport avec la diversité des moyens d'existence. Les ménages en zones rurales ont des conditions d'accès au capital financier, matériel, social, humain et naturel très hétérogènes. Ils présentent également des différences très marquées en termes de dynamique des rapports femmes-hommes, de proportion de membres du foyer d'âge et de sexe différents, et d'origine ethnique et religieuse (Doss, 2018). Ils évoluent par ailleurs dans des contextes variables qui leur ouvrent plus ou moins de choix de moyens d'existence, selon l'éloignement des marchés et centres urbains, l'accès aux infrastructures et services et le potentiel productif des terrains et ressources en eau disponibles. De plus en plus, les populations rurales extrêmement pauvres vivent dans des États fragilisés ou dans des zones touchées par un conflit, où les services publics sont insignifiants et la primauté du droit toute relative. Cette diversité de contextes détermine fortement les options offertes à ces populations pour ce qui concerne leurs moyens d'existence et affecte leur capacité à saisir les opportunités qui se présentent.

Les ménages sont toujours plus nombreux à compter sur les fonds que leur envoient les membres de leur famille partis travailler dans des zones urbaines, parfois même à l'étranger, pour financer de nouvelles activités. Même lorsqu'ils tirent la totalité ou la quasi-totalité de leurs revenus d'une activité non agricole, ils conservent souvent la propriété d'un terrain, par sécurité. Ces terres pourront être louées à celles ou ceux qui ont besoin d'espace pour développer une activité rentable. Dans certaines régions, cette pratique conduit à une progression rapide des marchés formels et informels de location foncière.

La mise en place de mécanismes d'appui est nécessaire pour ceux qui abandonnent l'agriculture au profit d'autres moyens d'existence. Ils peuvent ainsi se voir proposer une formation théorique et pratique appropriée, un appui financier et commercial susceptible de les aider à réussir leur projet d'entreprise, des dispositifs d'assouplissement des plans d'utilisation des sols, ainsi que des programmes visant à réduire les risques liés à l'entrepreneuriat. Lorsque les parcelles sont de très petite

taille, des politiques de remembrement des terres peuvent permettre à ceux qui continuent de pratiquer l'agriculture de le faire de manière rentable, et à ceux qui ont décidé de quitter ce secteur d'activité de retirer un bénéfice du patrimoine foncier dont ils disposent. Les régimes de protection sociale et de subventions doivent appuyer une transition équitable et éviter que des agriculteurs ne se trouvent pris au piège de la pauvreté.

### **Activités non agricoles: comment exploiter le potentiel du segment intermédiaire du secteur agroalimentaire.**

L'une des conditions majeures dont dépendra l'offre future de moyens d'existence équitables résidera dans la capacité du segment intermédiaire du système alimentaire à proposer des choix diversifiés d'emplois et d'activités, à mieux connecter les agriculteurs aux marchés d'intrants et d'extrants, et à conférer aux produits agricoles une valeur ajoutée. Il conviendra en outre de réorienter les stratégies et politiques de développement rural pour optimiser ce potentiel (Swinnen et Kuijper, 2020).

Le segment intermédiaire du secteur agroalimentaire, dominé par les petites et moyennes entreprises, a connu un essor rapide. Les dernières décennies ont été marquées par une révolution tranquille des marchés agricoles et alimentaires des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, alliée à une forte croissance de la valeur des produits (Reardon, Liverpool-Tasie et Minten, 2020; Vos et Cattaneo, 2020). Le volume et la valeur des produits alimentaires transportés des zones rurales vers les zones urbaines ont enregistré une progression de l'ordre de 1 000%. L'émergence, au sein du segment intermédiaire, d'un grand nombre de microentreprises et de petites et moyennes entreprises a ouvert de nombreux débouchés professionnels.

Il faut impérativement faciliter et soutenir l'entrepreneuriat à petite et moyenne échelle dans le segment intermédiaire pour créer des possibilités d'emploi dont nul ne soit exclu. Les agriculteurs sont hautement tributaires des petites et moyennes entreprises pour leurs marchés d'intrants et d'extrants (Reardon, Liverpool-Tasie et Minten, 2020). Une étude réalisée par Dolislager et al., en 2020, montre qu'en moyenne, le segment intermédiaire absorbe 25% de l'emploi rural – contre 29% pour l'exploitation agricole en nom propre; elle révèle en outre que ce segment est plus important pour l'emploi des femmes que pour celui des hommes (voir **FIGURE 7**). Le fait de perfectionner les compétences entrepreneuriales des populations rurales, en particulier chez les jeunes, peut garantir l'égalité des chances dans ce secteur.

À ce jour, le segment intermédiaire fait majoritairement partie de l'économie non structurée dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il a grandement contribué à approvisionner les centres urbains et à générer de nombreux emplois et autres activités économiques. Cependant, la fragmentation et les normes de qualité déplorables qui le caractérisent font que son potentiel de création et d'accaparement de la valeur des marchés alimentaires n'est pas pleinement exploité. Le partage des avantages entre les régions et populations rurales est lui aussi très inégal: certaines en tirent un profit énorme, alors que d'autres en sont quasiment privées, quand elles n'en subissent pas des effets négatifs.

Les responsables politiques disposent de quatre moyens pour épauler cette transition. Premièrement, ils peuvent chercher à moderniser l'ensemble des processus de la filière afin d'améliorer son efficacité et sa rentabilité. C'est seulement à cette condition qu'il sera possible d'ajouter de la valeur, de réduire le gaspillage et de satisfaire aux exigences en matière de qualité et de sécurité alimentaires. Deuxièmement, ils peuvent élaborer des politiques qui intègrent des principes et pratiques d'investissement responsables en matière de conditions de travail, d'égalité femmes-hommes, d'environnement et de changements climatiques.

Troisièmement, ils peuvent veiller à ce qu'un nombre important d'entrepreneurs de plus petite taille continuent d'avoir la possibilité de se développer, et éviter que le pouvoir et la propriété ne se concentrent entre les mains de quelques-uns qui, sous couvert d'efficacité, suppriment des emplois et prélèvent les bénéfices générés par les économies rurales. Quatrièmement, ils peuvent renforcer l'acquisition de compétences et améliorer l'accès aux financements et aux aides prévues pour les entreprises afin que les populations rurales puissent profiter des opportunités qui se présentent sur le plan entrepreneurial.

Si les possibilités d'emploi et de création d'entreprise dans le segment intermédiaire méritent toute notre attention en ce qu'elles sont vitales pour les femmes, il faut se pencher sérieusement sur les inégalités dont elles sont victimes. Bien que des perspectives s'offrent à elles à tous les stades de la filière alimentaire, les femmes sont confrontées à la discrimination, à l'inégalité et à l'insécurité (Rubin, Boonabaan et Manfre, 2019). Le manque de disponibilité des femmes – considérées, au regard des normes régissant les relations entre les femmes et les hommes, comme celles qui sont chargées de prodiguer les soins – empêche nombre d'entre elles de saisir les occasions de s'émanciper sur le plan économique. De multiples solutions pratiques permettraient cependant de faire la différence: mise en place d'infrastructures (en matière de santé, de garde d'enfants, d'approvisionnement en eau) pour l'augmentation du temps disponible, l'accès à des services bancaires et numériques, la constitution de groupes de soutien pour l'épargne et le développement des entreprises, la reconnaissance des droits fonciers, la nomination dans les organes de décision, à tous les niveaux, et la participation à la prise de décisions économiques au sein du foyer, la garantie d'une sécurité physique et l'aménagement de commodités appropriées sur les marchés, ou encore l'éducation des filles. Des mesures de ce type sont actuellement testées, souvent avec des résultats encourageants. Il reste pourtant beaucoup à faire pour donner plus d'ampleur à cette action et voir la parité en matière d'éducation se traduire par une égalité salariale.

Les politiques et investissements doivent encourager l'esprit d'entreprise, créer des conditions propices et faire en sorte que chacune et chacun puisse saisir les chances qui se présentent. Dans un avenir proche, le segment intermédiaire continuera d'évoluer à un rythme soutenu, sous l'impulsion des exigences du marché et des progrès technologiques. Dans quelle mesure cette évolution viendra-t-elle appuyer les objectifs de transformation du système alimentaire que sont l'amélioration de la nutrition, la durabilité et les moyens d'existence équitables, ou s'en écartera-t-elle? Pour exploiter le potentiel du segment intermédiaire, il faudra instiller dans les politiques une part importante d'innovation et recentrer les investissements en matière de développement. Les investissements publics réalisés dans le secteur rural doivent tendre à un équilibre entre, d'une part, un appui à l'agriculture et, de l'autre, un appui destiné à optimiser le potentiel offert par le segment intermédiaire pour réduire la pauvreté et les inégalités.

### **Agriculture productive: une juste transition pour la petite agriculture**

Les quelque 525 millions de petites exploitations agricoles de moins de 20 hectares que l'on recense dans le monde (Lowder et al., 2019) font vivre et travailler deux à trois milliards d'individus, soit environ 60% de la population rurale. Une agriculture à petite échelle, viable, productive et solidement connectée aux marchés est une composante essentielle d'un développement plus inclusif de l'économie et des moyens d'existence en milieu rural, et constitue également le terreau dont a besoin le secteur intermédiaire des systèmes alimentaires pour prospérer [Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), 2017; IFPRI, 2020].



La mise en place de conditions permettant aux petits agriculteurs de commercialiser leurs produits doit être la première des priorités. Il faut en effet qu'ils puissent bénéficier d'un meilleur accès aux intrants, aux services, aux financements, aux marchés et aux infrastructures (Meemken, 2020; Ogutu, Ochieng et Qaim, 2020). Il importe également d'abaisser les coûts de transaction et d'accroître la productivité et la rentabilité afin de leur permettre d'être compétitifs et de les inciter à prendre le risque de saisir de nouvelles opportunités. À défaut, ce sont les grandes exploitations agricoles, mieux équipées, qui s'en empareront sans trop de difficultés (Jayne et al., 2019). Cela étant, les responsables politiques doivent faire preuve de réalisme quant à la proportion de petits exploitants – eu égard aux superficies des parcelles et aux types d'agriculture et de marchés – qui seraient en mesure de commercialiser leurs produits au point de pouvoir gagner décemment leur vie grâce à leur seule activité agricole. Dans de nombreuses régions, il se peut que seule une minorité d'agriculteurs soit dans ce cas.

La petite agriculture peut fournir jusqu'à 70% des produits alimentaires consommés dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire<sup>1</sup>. Cette

**TABLEAU 3** DONNÉES RELATIVES AU NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES, À LA SUPERFICIE CULTIVÉE ET À LA PRODUCTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES PAR RAPPORT À LA TAILLE DE L'EXPLOITATION

ÉCHELLE DE GRANDEUR	RÉPARTITION SELON LA TAILLE DES EXPLOITATIONS <sup>a</sup>					TYPE DE PRODUCTION MONDIALE DE DENRÉES ALIMENTAIRES EN POIDS (%) <sup>b</sup>									TYPE D'EXPLOITATION <sup>e</sup>
	SUPERFICIE DE L'EXPLOITATION (EN HECTARES)	POURCENTAGE D'EXPLOITATIONS	NOMBRE D'EXPLOITATIONS (EN MILLIONS)	POURCENTAGE DES TERRES AGRICOLES <sup>c</sup>	POURCENTAGE DE LA PRODUCTION MONDIALE (KILOCALORIES) <sup>d</sup>	CÉRÉALES	LÉGUMES	FRUITS	CULTURES SUCRIÈRES	RACINES ET TUBERCULES	OLÉAGINEUX	LÉGUMINEUSES	BÉTAIL	MOYENNE	
Grande	>200	0,2	1	57,0	18	18	11	18	35	9	39	18	18	21	Société (10%) Famille (90%)
	50-200	0,4	2	12,8	19	22	19	17	14	15	25	18	23	19	
Moyenne	20-50	0,7	4	4,6	4	8	9	10	9	8	6	8	10	9	
	5-20	4,3	23	8,8	14	31	33	34	30	38	19	37	31	32	
	2-5	10,4	55	6,1	14										
Petite	1-2	13,8	73	4,0	16	21	28	21	13	30	11	19	18	20	
	<1	70,4	374	6,7	15										

<sup>a</sup> Données tirées de la publication de Lowder et al. (2019), Tableau A2 – estimations établies sur la base de 129 pays.

<sup>b</sup> Données tirées de la publication de Herrero et al. (2017), valeurs estimées à partir de la figure 1 et établies sur la base de 161 pays.

<sup>c</sup> Les données tirées de la publication de Lowder et al. (2019) montrent que les exploitations de moins de deux hectares utilisent environ 11% des terres agricoles, alors que, dans la publication de Ricciardi et al. (2018) ce pourcentage est estimé à 24%.

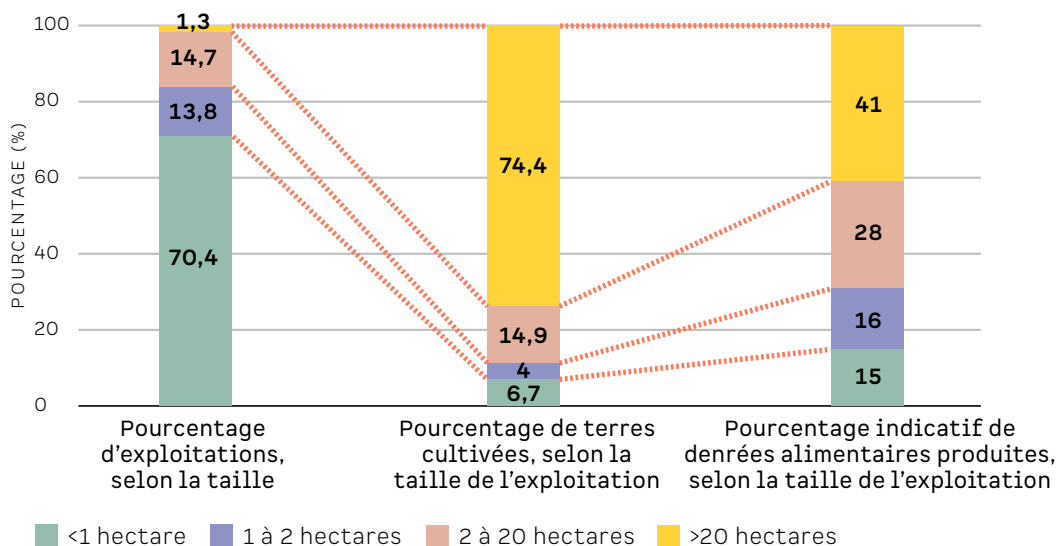
<sup>d</sup> Données tirées de la publication de Ricciardi et al. (2018), valeurs estimées à partir de la figure 2H et établies sur la base de 55 pays.

<sup>e</sup> Données tirées de la publication de Lowder et al. (2019).

Source: Woodhill et al. (2021), informations modifiées à partir du rapport de Woodhill et al. (2020) – établies sur la base des données tirées des publications de Lowder et al. (2019), Ricciardi et al. (2018) et Herrero et al. (2017).

<sup>1</sup> Les statistiques indiquant que les petits agriculteurs assurent 70% de la production mondiale de denrées alimentaires (ou des denrées consommées dans les pays à revenu faible ou intermédiaire) sont communément utilisées mais ne semblent reposer sur aucune base factuelle (Glover, 2014). Dans une publication parue en 2018, Ricciardi et al. estiment que les agriculteurs possédant moins de 2 hectares de terres fournissent 30 à 34% de la production mondiale de denrées alimentaires. Si l'on y ajoute les exploitations de 2 à 20 hectares et que l'on se cantonne aux pays à revenu faible et intermédiaire, l'affirmation selon laquelle les petits exploitants agricoles produisent 50 à 70% de la nourriture consommée dans ces pays est effectivement plausible.

**FIGURE 9** DONNÉES INDICATIVES CONCERNANT LES LIENS ENTRE LA TAILLE DES EXPLOITATIONS, LES SUPERFICIES CULTIVÉES ET LA PRODUCTION ALIMENTAIRE



Source: Lowder et al. (2019) et Ricciardi et al. (2018), données compilées dans le Tableau 3.

généralité cache toutefois le fait bien réel que la grande majorité des denrées alimentaires est produite par un plus petit nombre d'agriculteurs travaillant à plus grande échelle (**TABLEAU 3** et **FIGURE 9**)<sup>2</sup>. Sur l'ensemble des exploitations agricoles, il en est 374 millions (70,4%) qui sont d'une superficie inférieure à un hectare, et beaucoup sont encore beaucoup plus petites. Il est très difficile pour les agriculteurs qui produisent des cultures vivrières – ou même des cultures commerciales traditionnelles, comme le café et le cacao – sur des parcelles si petites de gagner leur vie grâce à la seule agriculture, d'autant plus que la productivité et les prix du marché sont souvent très faibles. Au demeurant, les denrées alimentaires que produit ce groupe plus important de très petits exploitants agricoles sont essentielles pour leur propre sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que pour des marchés localisés, mais pas tant pour satisfaire la demande croissante des populations urbaines.

Dans les régions caractérisées par une croissance démographique, par une forte densité de population et par des ressources foncières limitées, il n'est plus possible de continuer à morceler les terres à mesure que les générations se renouvellent, en espérant que l'agriculture pourra offrir à chacun un revenu décent. Les délicates questions des régimes de propriété foncière et du remembrement devront être réglées d'une manière juste et équitable. D'ores et déjà, sur un échantillon de pays, les 10% des populations rurales les plus aisées s'approprient 60% de la valeur des terres agricoles, tandis que la moitié des plus pauvres n'en possèdent que 3% (Bauluz, Govind et Novokmet, 2020). En parallèle, les bonnes pratiques propices à l'accès des jeunes à la terre ont été documentées et les stratégies de développement rural devront définir qui sera la prochaine génération d'exploitants agricoles (FIDA, 2021).

Dans beaucoup de régions, nombreux sont les ménages ruraux qui, dans un avenir proche, vont devoir « s'accrocher », car ils restent fortement tributaires, pour leurs revenus et leur sécurité alimentaire, du peu de terres qu'ils possèdent (Dorward et al., 2009). Il n'est cependant ni juste ni équitable qu'une part importante de la population

<sup>2</sup> Les données présentées dans le tableau 3 et la figure 9 sont des estimations tirées des sources citées, qui utilisent des méthodes de calcul différentes. Dans la plupart des cas, les pays ne disposent pas de données récentes et détaillées. Les moyennes mondiales masquent d'importantes variations nationales et régionales.

soit contrainte à la précarité au motif qu'elle vit de l'agriculture. Il ne faudrait pas non plus croire que tous les petits exploitants agricoles souhaitent rester des agriculteurs ou considèrent l'agriculture comme une voie d'avenir pour leurs enfants.

Pour que la transition opérée dans la petite agriculture soit juste, il faudra optimiser les possibilités de commercialisation, favoriser une agriculture productive qui fasse partie d'une palette diversifiée de moyens d'existence et venir en aide à celles et ceux qui décident de quitter l'agriculture.

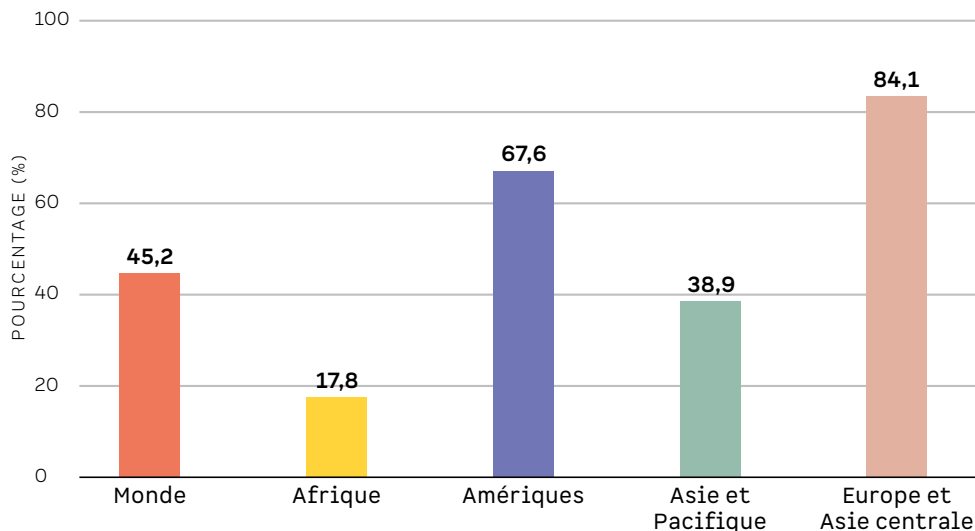
La diversification des moyens d'existence et l'obtention de revenus non agricoles ont une incidence sur les motivations des agriculteurs. Dès lors que ces derniers perçoivent des revenus diversifiés, ce n'est plus le revenu agricole total qui importe, mais la rentabilité du travail agricole par rapport à d'autres activités rémunératrices, ainsi que la manière dont l'agriculture s'intègre dans des moyens d'existence diversifiés. Le fait de disposer d'une très petite parcelle de terrain ne pose pas nécessairement problème quand l'activité agricole vient compléter d'autres sources de revenus, pourvu qu'elle soit rentable. En revanche, le fait de devenir moins tributaire des revenus agricoles ou de ne tirer qu'une rentabilité minimale de cette activité peut dissuader l'agriculteur d'adopter des mesures visant à accroître la productivité. Cette situation peut enclencher une spirale négative dans laquelle la baisse de rentabilité entraîne un moindre intérêt pour l'agriculture et qui, pour peu qu'elle touche de nombreux agriculteurs, finit par affecter la production alimentaire de tout un pays.

L'agriculture peut cependant apporter une contribution essentielle aux moyens d'existence des ménages, même si elle n'est pas pratiquée à des fins purement commerciales (Frelat et al., 2016). Pour les ménages qui bénéficient de sources de revenus non agricoles, il peut s'avérer plus rationnel, d'un point de vue économique, de produire des denrées alimentaires pour leur propre consommation, car cela leur permet de réduire les dépenses alimentaires, d'être financièrement plus à l'aise pour pouvoir couvrir d'autres frais et améliorer la qualité de l'alimentation de la famille. Une augmentation, même modeste, de la productivité et des revenus agricoles peut permettre aux ménages très pauvres, qui dépendent pour l'essentiel de la production de leur propre nourriture et de la production semi-commerciale destinée aux marchés locaux, d'échapper à la faim et de pouvoir faire face aux frais de santé et d'éducation.

Pour toutes ces raisons, la transformation des systèmes alimentaires doit plus largement tenir compte de la contribution réelle et potentielle de la petite agriculture aux moyens d'existence des populations rurales. Il faut soutenir de manière équilibrée l'agriculture commerciale à petite échelle afin d'améliorer l'agriculture semi-commerciale et de renforcer la production alimentaire destinée à la consommation propre.

### **Protection sociale: ne laisser personne de côté**

Même si tout est mis en œuvre pour créer davantage de débouchés économiques plus inclusifs dans le système alimentaire et l'économie rurale au sens large, il ne sera pas possible de sortir tout le monde de la pauvreté. Les gouvernements nationaux et la communauté internationale doivent se résoudre à admettre que de vastes pans de populations rurales sont marginalisés et vulnérables, et qu'il sera difficile d'améliorer leurs moyens d'existence en misant uniquement sur une amplification des progrès économiques. Sont ici visés, notamment, celles et ceux qui vivent dans des zones touchées par un conflit et dans des États fragilisés, ou dans des régions reculées disposant de ressources et d'infrastructures limitées, ainsi que certaines minorités religieuses, groupes ethniques, populations autochtones et personnes handicapées exclus et défavorisés. Or, bien qu'il soit établi que la protection sociale est essentielle pour sortir les individus de l'extrême pauvreté (FAO, 2017; OIT,

**FIGURE 10** PROPORTION DE LA POPULATION BÉNÉFICIAIRE D'AU MOINS UNE PRESTATION SOCIALE

Source: OIT, 2017.

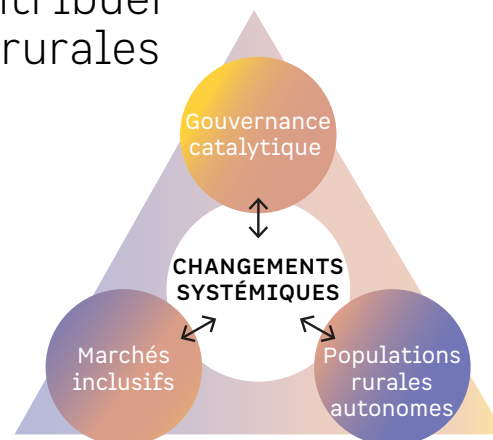
2019), on constate que, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ils sont peu nombreux à bénéficier d'une couverture sociale suffisante (OIT, 2019) (**FIGURE 10**).

Il serait possible de s'appuyer sur des dispositifs innovants et efficaces de protection sociale qui puissent renforcer la résilience (FAO, 2017; IFPRI, 2020). Il est certes difficile de créer des débouchés économiques et des moyens d'existence durables pour les populations extrêmement marginalisées du fait de leur situation géographique ou en raison de circonstances personnelles; pour autant, ce n'est pas impossible. Sachant que se nourrir est une nécessité à laquelle nul n'échappe, dans quelque contexte que ce soit, la production et la distribution de denrées alimentaires seront toujours source d'activités économiques et commerciales. Des approches novatrices plus orientées sur l'entrepreneuriat – comme l'initiative du Programme alimentaire mondial sur le soutien au marché des petits agriculteurs – peuvent être utiles pour des groupes qui étaient jusqu'ici exclus du secteur économique alimentaire. Elles présentent trois avantages. Premièrement, le fait de lier les fonds que les pouvoirs publics investissent dans la protection sociale à la création d'activités entrepreneuriales qui fassent tourner l'économie peut contribuer à améliorer le retour sur investissement lorsque ces crédits sont modestes. Deuxièmement, l'engagement dans la vie active par la voie de l'entrepreneuriat procure aux intéressés dignité, respect de soi et indépendance. Troisièmement, de telles approches peuvent développer la résilience individuelle et collective.

Le recours accru à des dispositifs de protection sociale innovants et efficaces doit faire partie intégrante de la réflexion sur la transformation des systèmes alimentaires. Il faut inscrire la protection sociale dans une démarche globale si l'on veut porter assistance à celles et ceux qui sont confrontés à la pauvreté ou traversent une situation critique, et empêcher les plus démunis de s'enfoncer plus encore dans la pauvreté. Cette démarche doit favoriser la création de moyens d'existence susceptibles de donner aux pauvres et aux exclus la possibilité de jouir de droits économiques et sociaux. Outre la nécessité manifeste d'investir davantage dans la protection sociale, il apparaît également – et c'est tout aussi important – qu'un effort nettement plus grand peut être fait pour relier plus efficacement les politiques de protection sociale et celles qui visent à soutenir des moyens d'existence diversifiés pour les populations rurales (FAO, 2015).

## Composantes indispensables au changement susceptibles de contribuer à la prospérité des populations rurales

Le bien-être des femmes et des hommes vivant en milieu rural est inextricablement lié à la manière dont fonctionne l'ensemble du système alimentaire, du niveau local au niveau mondial. Le système alimentaire lui-même est déterminé par toute une série de facteurs, au nombre desquels figurent les évolutions démographiques, les conditions économiques et politiques, et les choix de consommation. La pauvreté, la faim et les inégalités en milieu rural ne pourront être vaincues sans modifier radicalement ces facteurs. Il faut synchroniser les trois composantes indispensables au changement que sont la gouvernance des systèmes alimentaires, l'intégration dans les marchés d'une dimension inclusive qui conduise aux résultats espérés, et l'autonomisation des populations rurales.



Harmonisation des composantes indispensables au changement

### Nécessité d'un changement radical

Les changements qui s'imposent sont d'une grande ampleur. L'intérêt porté au plan mondial à la transformation des systèmes alimentaires peut contribuer à amorcer une nouvelle réflexion sur les solutions qui permettraient d'en finir avec la pauvreté et les inégalités en milieu rural.

Des changements radicaux seront nécessaires pour reconfigurer les facteurs structurels économiques, politiques et culturels sous-jacents qui entravent la mise en place de moyens d'existence équitables pour les populations rurales et l'émergence de systèmes alimentaires sains et durables. La transformation des systèmes alimentaires remettra en question les postulats, les façons de penser, les procédures, les intérêts politiques et économiques et les rapports de force établis. Il faudra opérer une profonde réforme des politiques et engager des investissements substantiels. Un tel bouleversement ne sera possible qu'au prix d'une collaboration, d'une coordination et d'une communication exceptionnelles entre tous les secteurs, de même qu'entre les pouvoirs publics, les entreprises, les acteurs de la société civile, les organisations paysannes et la communauté scientifique.

Les possibilités de réaliser rapidement des progrès sont légion. Il a été largement rendu compte des solutions qui ont réussi à faire reculer la pauvreté, la faim et la malnutrition dans des pays tels que le Brésil, la Chine et l'Éthiopie – et des raisons de leur succès. L'un des facteurs économiques qui expliquent ces progrès est l'existence d'une demande croissante d'aliments sains, nutritifs, pratiques et produits de manière durable. Au cours des dix dernières années, des mécanismes favorisant des investissements responsables ont été mis au point pour répondre aux attentes des nombreuses entreprises privées qui ont pris pleinement conscience de leurs responsabilités sociales et environnementales et qui ont voulu agir sur ce terrain. Nous avons beaucoup appris sur la création de filières durables et équitables et sur ce qu'il était possible de faire au niveau des marchés pour combattre la pauvreté. Il a été établi de manière indiscutable que les femmes et les filles avaient un besoin crucial d'autonomisation, et de nombreuses initiatives témoignent d'avancées en ce sens. L'arrivée massive de la téléphonie mobile dans les zones reculées devrait mettre les informations et services bancaires à la portée de toutes les populations rurales. Une collaboration étroite existe entre les institutions scientifiques qui travaillent sur les enjeux majeurs de l'évolution des systèmes alimentaires. L'expérience tirée

d'un large éventail de mécanismes de protection sociale constitue une base sur laquelle s'appuyer.

L'optimisation du potentiel qu'offrent les technologies numériques et les technologies de pointe peut concourir au changement radical qui s'impose et amener les systèmes alimentaires à opérer leur mutation en favorisant l'ouverture de débouchés commerciaux inclusifs, le déploiement de services en milieu rural et le recours à des productions rationnelles sur le plan climatique (Deichmann, Goyal et Mishra, 2016; Torero, 2019; Ceccarelli et al., 2020). Les évolutions technologiques qui se succèdent à un rythme soutenu en Asie, en Afrique de l'Est et en Amérique latine ont déjà commencé à rendre les règles du jeu plus équitables au bénéfice des petits entrepreneurs. Des progrès significatifs ont été accomplis, par exemple, dans le domaine des services financiers ruraux informatisés. Mais toutes les régions n'avancent pas d'un même pas, en raison des inégalités qui existent entre les hommes et les femmes. L'accès de ces dernières aux technologies numériques demeure moins aisé, en raison des normes de genre, du manque d'aptitude à se servir de l'outil informatique et des inégalités financières. De nombreux pays d'Afrique de l'Est ont ainsi des années d'avance sur les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale en matière de couverture de réseaux mobiles et de passage au numérique. Les politiques et investissements des pouvoirs publics devront impérativement revêtir un caractère inclusif si l'on veut que les potentialités de la révolution numérique et technologique se répercutent pleinement, dans toutes les régions, sur les systèmes alimentaires et l'entrepreneuriat en milieu rural.

### **Une gouvernance catalytique pour mobiliser la participation et provoquer le changement**

**Susciter une large participation et enclencher une dynamique.** En fait, une défaillance des systèmes alimentaires peut être considérée comme une défaillance de gouvernance. Les rapports de force et les intérêts particuliers ont figé les dispositifs institutionnels, les priorités politiques et les mécanismes d'incitation que nous connaissons aujourd'hui (Leeuwis, Boogaard et Atta-Krah, 2021). Les gouvernements nationaux jouent un rôle essentiel de moteurs et d'exécutants du changement. Mais leurs efforts doivent être concrétisés au niveau local par toute une série d'acteurs. Dans le même temps, le champ d'action des gouvernements est limité par les marchés mondiaux et par des considérations géopolitiques. Pour provoquer le changement, les mesures prises dans les secteurs public et privé doivent converger vers une vision commune acceptée par la société et soutenue par un engagement politique en faveur de l'action, en prenant soin de veiller aussi à ce que les voix des populations rurales pauvres et vulnérables puissent être entendues (AGRA, 2018).

L'histoire montre que les changements rapides surviennent souvent à la faveur d'une crise qui affecte un grand nombre d'individus et rendent le statu quo intenable – qu'il s'agisse d'une débâcle financière, d'une catastrophe naturelle, d'un conflit ou d'une épidémie. S'il faut trouver un côté positif aux crises actuelles liées au climat et à la COVID19, c'est le grand élan de changement qu'elles ont suscité. Mais la transformation des systèmes alimentaires doit s'articuler autour des questions et objectifs que les parties prenantes ont identifiés et auxquels elles accordent de l'importance, et ce dans un langage qui leur est compréhensible. Pour créer une dynamique en faveur d'un changement radical, il est essentiel de mettre en avant les progrès déjà accomplis et de démarrer là où il existe un besoin urgent et une demande avérée d'intervention.

Pour créer une dynamique en faveur d'un changement radical, il est essentiel de mettre en avant les progrès déjà accomplis et de démarrer là où il existe un besoin urgent et une demande avérée d'intervention.

**Définir l'orientation à suivre pour la transformation des systèmes alimentaires et l'esprit dans lequel elle doit se dérouler.** Tout voyage suppose que l'on connaisse sa destination et que l'on dispose d'une carte routière pour s'y rendre. Il en va de même pour la transformation des systèmes alimentaires. Les gouvernements, les entreprises, les milieux scientifiques et la société civile doivent collaborer pour fixer les orientations et prendre les mesures voulues. Ces deux dernières années, les concertations pour le Sommet sur les systèmes alimentaires ont rassemblé des responsables de tous horizons – pouvoirs publics, entreprises, société civile, organisations de producteurs et milieux scientifiques. Les nombreuses concertations organisées à l'échelle nationale ont enclenché un processus qui se poursuivra avec le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. La transformation de ces systèmes suppose que différentes composantes de l'exécutif collaborent, notamment les ministères de l'agriculture, de la santé, de l'environnement, de la protection sociale, du commerce et de l'industrie, ainsi que des finances. Pour que ce travail collectif fonctionne, il faut une direction forte des hautes sphères de la hiérarchie et des groupes de travail interministériels qui puissent dégager des compromis et trouver des synergies.

**Les systèmes alimentaires sont des structures complexes capables de s'adapter.** Pour intervenir et peser dans ces systèmes, il faut recourir à des processus décisionnels souples, consultatifs et respectueux des principes qui guident le fonctionnement des systèmes complexes, et non adopter des modes de contrôle hiérarchiques et linéaires. Le changement constituant toujours une épreuve, il faut s'y atteler là où l'on en ressent fortement le besoin et où il répond à une demande avérée. L'idée de transformer les systèmes alimentaires peut séduire les professionnels, mais il est peu probable qu'elle incite les organisations et les individus à modifier leur comportement. Le changement doit s'articuler autour des questions et objectifs qui trouvent un écho auprès des parties prenantes et qui peuvent servir de base pour trouver des synergies et dégager un compromis entre les intérêts des différents groupes. Le changement suscite des craintes, même si le maintien du statu quo peut avoir des conséquences bien pires. Lorsqu'il concerne des questions aussi sensibles que l'alimentation et les moyens d'existence, tout processus de changement doit faire de la communication un élément central.

**Lutter contre les obstacles économiques et politiques.** La transformation des systèmes alimentaires doit être portée par un secteur public qui soit suffisamment puissant, capable et déterminé. Le champ d'action des pouvoirs publics est cependant limité par plusieurs facteurs d'ordre économique et politique, notamment les marchés mondiaux, les considérations géopolitiques, les questions de politique intérieure, les intérêts des élites et la perception des problèmes par les citoyens. Il est parfois difficile de réaliser des investissements ou de faire des affaires dans le secteur agroalimentaire lorsque les capacités du secteur public sont limitées et que s'ajoutent à cela des problèmes de corruption (Banque mondiale, 2020a). Pour venir à bout de ces obstacles, il faut avancer doucement, en commençant par des victoires faciles avant de s'attaquer progressivement aux contraintes structurelles sous-jacentes qui entravent le changement. Ce qui importe, c'est de déterminer quelles sont les améliorations qui peuvent être réellement mises en œuvre, et de s'y atteler de manière cohérente. Un changement positif peut résulter aussi bien d'une série de petites transformations qui passent presque inaperçues que d'avancées spectaculaires de grande ampleur, visibles instantanément.

La tâche des gouvernements des pays à faible revenu dotés d'une économie agricole est particulièrement difficile, car il leur faut parvenir à des compromis délicats entre, d'une part, la nécessité d'obtenir des résultats en termes de moyens d'existence, d'alimentation et d'environnement et, de l'autre, la modicité des fonds

publics – et ce dans un contexte marqué par des taux élevés de pauvreté extrême et modérée. Le risque est d'en être réduit à stagner à un niveau d'équilibre relativement bas. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dont l'économie est diversifiée connaissent une transformation rapide qui fait évoluer les relations entre les parties prenantes. L'enjeu, pour leurs gouvernements, est d'arriver à préserver les bénéfices de la transformation en cours et à les répartir équitablement grâce à des mécanismes inclusifs. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure disposent d'une marge de manœuvre pour lancer des investissements substantiels dans les zones rurales afin d'éliminer en grande partie l'extrême pauvreté et de réduire considérablement les inégalités.

**Utiliser des données factuelles pour orienter l'action et mettre en avant les progrès accomplis.** Il n'est pas de bonne gouvernance ni de politiques efficaces qui ne s'appuient sur des données factuelles – reposant sur des informations à jour et en temps réel. De nombreux pays manquent d'informations de base sur la situation des populations rurales en termes de moyens d'existence, de pauvreté et d'alimentation, sur ce qu'il en est de l'économie rurale et sur ce qu'il advient des ressources naturelles. Insuffisamment précises et mal ventilées, les données existantes ne livrent qu'un vague aperçu du contexte propre aux différents groupes de populations. De plus, elles tendent à se concentrer sur certains secteurs – la santé, l'agriculture, l'environnement ou l'économie –, ce qui complique l'analyse du système alimentaire. L'amélioration des données nationales, des systèmes statistiques et de l'analyse intégrée des données, ainsi que l'exploitation du potentiel qu'offrent les vastes ensembles de données et les technologies numériques innovantes nécessitent une collaboration et un appui au plan international. L'initiative 50x2030 destinée à combler les lacunes en matière de données agricoles est un exemple de programme en multipartenariat qui cherche à mettre en place des systèmes nationaux efficaces de données agricoles capables d'aider les responsables politiques à prendre des décisions judicieuses pour stimuler la croissance économique de leur pays et réduire la pauvreté.

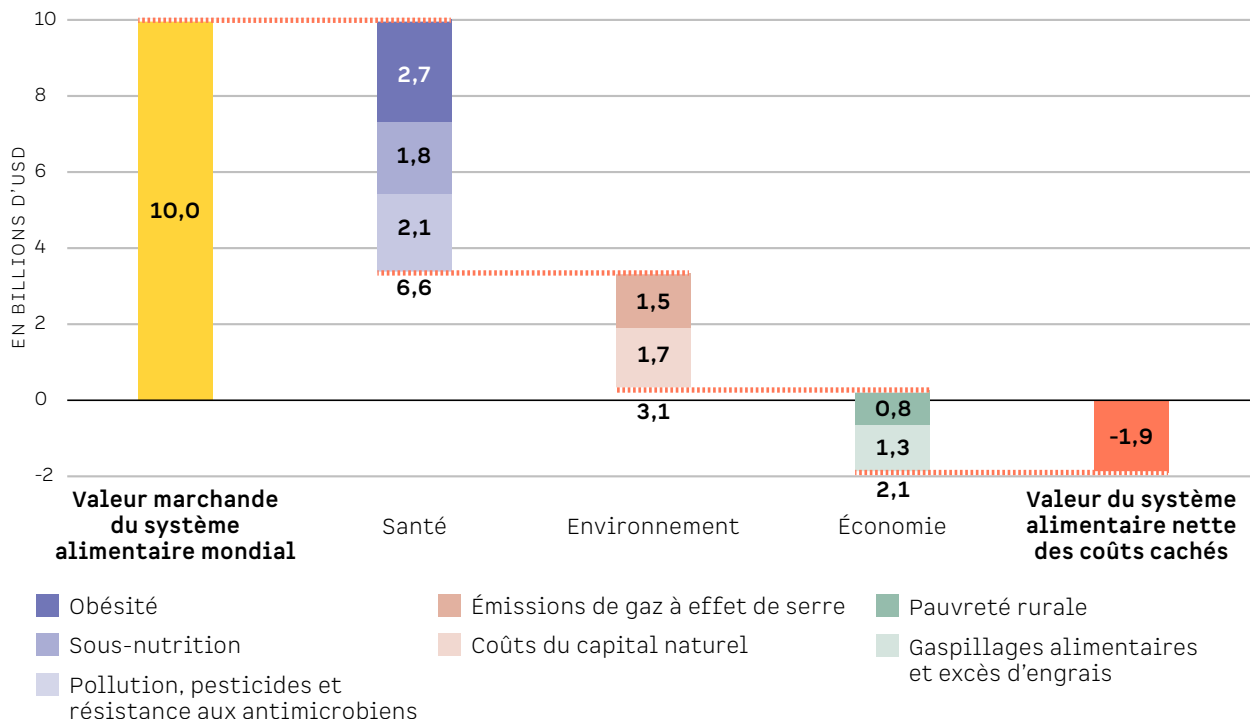
### **Des marchés inclusifs enracinés dans les économies locales**

Pour profiter aux populations rurales, les marchés de produits alimentaires doivent être accessibles à des conditions équitables. Il convient de mettre en place des mesures incitatives qui récompensent le partage de la prospérité, une alimentation saine et une gestion durable de l'environnement. Il faut opérer une refonte radicale du dispositif de mesures incitatives qui régit les marchés et le commerce des produits alimentaires, tant au niveau mondial, qu'à l'échelon national et au plan local. Il ressort d'un rapport établi en 2019 par la Food and Land Use Coalition (FOLU) que les coûts environnementaux, sanitaires et économiques « cachés » de la production et de la consommation alimentaires excèdent en réalité la valeur marchande totale du système alimentaire (FOLU, 2019; **FIGURE 11**). Dans l'économie agroalimentaire, l'entrepreneuriat rural ne dépend pas seulement de l'existence d'incitations et de conditions commerciales appropriées. Il a besoin d'infrastructures et de services de qualité, d'un contexte favorable au négoce et de pratiques inclusives en matière de commerce et d'investissements de la part des grandes entreprises (FAO, 2017; Bellmann, Lee et Hepburn, 2018; Mooney, 2018; López-Cálix, 2020).

**Synchroniser les mesures d'incitation et les mesures commerciales pour atteindre les résultats escomptés du système alimentaire.** Les mesures d'incitation peuvent guider les acteurs du marché vers des investissements et des pratiques commerciales qui favorisent l'intérêt collectif de l'ensemble du système alimentaire (Clapp, 2017). Les pouvoirs publics peuvent s'appuyer sur la réglementation, la fiscalité, les subventions et le contrôle des prix pour veiller à ce que les possibilités



**FIGURE 11 LES COÛTS CACHÉS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE SERAIENT, SELON LES ESTIMATIONS, SUPÉRIEURS À SA VALEUR MARCHANDE TOTALE, PRIX 2018**



Source: FOLU, 2019.

qu'offrent les marchés ne soient pas injustement accaparées par les élites et corriger les facteurs externes (Searchinger, Waite et Ranganathan, 2019). Souvent, les mesures d'incitations ciblées sur le marché ont cependant eu des effets pervers sur le plan social, environnemental et économique. Étant donné la gravité des problèmes auxquels font face les systèmes alimentaires, on ne saurait se contenter de les traiter superficiellement, loin s'en faut. Une réforme à grande échelle, coordonnée entre les pays et conçue pour une transition qui soit politiquement réalisable, économiquement équitable et socialement juste s'impose.

Les subventions agricoles, qui visent à protéger les revenus des agriculteurs et à stimuler la production agricole pour garantir la sécurité alimentaire intérieure et ouvrir de nouveaux débouchés à l'exportation, constituent un élément essentiel du régime actuel d'incitations sur le marché des produits alimentaires (OCDE, 2020a). Elles faussent les marchés, nuisent à l'efficacité de l'économie de manière générale, conduisent à la surproduction et ont des effets pervers sur le plan de la santé et l'environnement. Les subventions accordées par les pays riches pour certains produits de base ont placé les producteurs des pays à revenu plus faible dans une situation de net désavantage concurrentiel tant sur les marchés nationaux qu'internationaux.

Ces dernières décennies, les subventions agricoles ont fait l'objet, surtout au niveau de l'Union européenne, d'une importante réforme visant à réduire les distorsions du marché. Malgré cela, les pouvoirs publics continuent de déboursier plus de 600 milliards d'USD de subventions agricoles par an – 60 fois plus que la totalité de l'aide publique au développement destinée à l'agriculture et au développement rural (OCDE, 2020a). Ces subventions ciblent de manière disproportionnée des produits à forte intensité d'émissions, comme le riz, le lait et la viande. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les subventions

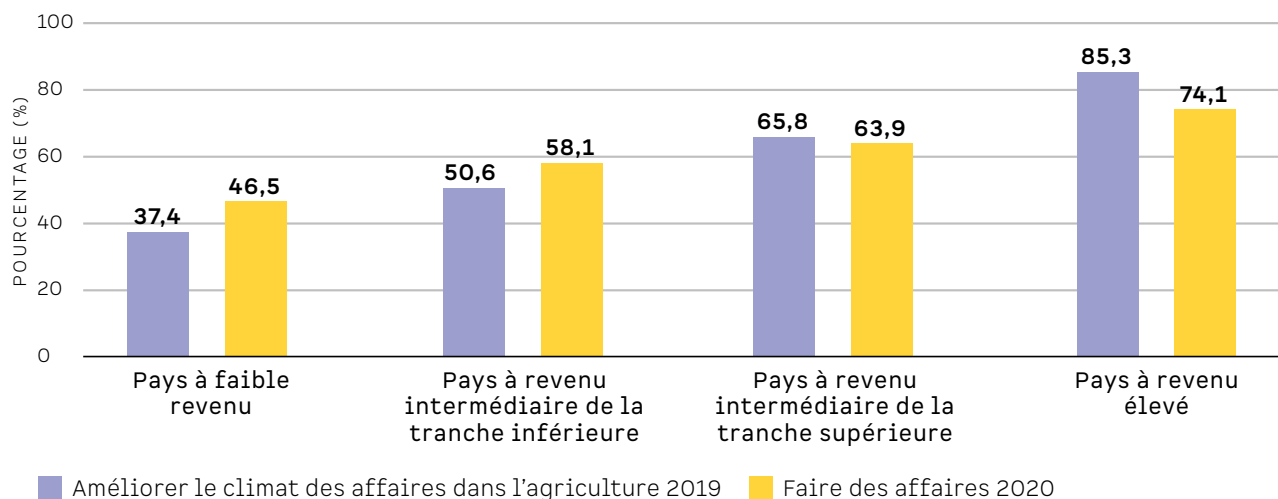
agricoles sont souvent axées sur la production de denrées alimentaires de base, aux dépens d'aliments plus nutritifs tels que les légumes, les fruits, les haricots, les œufs et le poisson (FAO et al., 2020). Les pays à faible revenu doivent procéder à des arbitrages et utiliser leurs modestes ressources soit pour octroyer des subventions agricoles, soit pour couvrir des dépenses d'infrastructure, d'éducation et de protection sociale en milieu rural.

Les moyens d'existence des populations rurales sont fortement influencés par les régimes commerciaux mondiaux et régionaux du secteur alimentaire (Mary, 2019), ainsi que par les subventions commerciales, droits de douane et barrières non tarifaires y afférents. Bien qu'à peine 15% des denrées alimentaires soient commercialisés à l'échelle internationale, la mondialisation du marché des produits alimentaires pèse sur les prix, les rendements et la compétitivité dans tous les domaines (Commission européenne, 2019). Le commerce des produits agricoles est en pleine mutation et le protectionnisme est de plus en plus présent. Les droits de douane auxquels ils sont soumis ont été au cœur des récents différends commerciaux entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, ce qui a permis aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et aux pays d'Amérique latine d'accroître leurs exportations de certains produits agricoles. Les accords commerciaux régionaux se multiplient eux aussi. Les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est s'emploient à ancrer plus profondément l'intégration économique régionale grâce à l'accord de libre-échange entre la Chine et les pays de l'ASEAN, ainsi qu'à l'accord sur le Partenariat économique régional global conclu entre les pays membres de l'ASEAN et six autres pays. La zone de libre-échange continentale africaine, récemment créée, devrait permettre aux pays d'Afrique de développer leurs exportations, de mieux surmonter les chocs économiques et d'améliorer la sécurité alimentaire. Cette évolution des régimes commerciaux conduira à une redistribution géographique de la production et des autres activités de la filière, situation qui fera à la fois des gagnants et des perdants.

Les améliorations intervenues dans les domaines de l'alimentation et de l'environnement pourraient involontairement faire régresser les moyens d'existence des populations rurales à mesure que les grandes entreprises prendront une part plus importante du secteur de la transformation alimentaire. L'Organisation mondiale du commerce admet aujourd'hui que les exigences environnementales et sanitaires peuvent entraver le commerce, voire servir d'excuse au protectionnisme. En freinant les exportations, elles pourraient faire peser sur d'autres pays, notamment les pays en développement, des coûts économiques et sociaux injustifiés. Les petites et moyennes entreprises sont particulièrement vulnérables et risquent, tout comme les petits exploitants, d'avoir de plus en plus de mal à satisfaire aux normes de sécurité sanitaire et d'environnement fixées par les supermarchés et les grandes entreprises du secteur de la transformation (AGRA, 2019; Meemken, 2020).

**Garantir un environnement favorable à l'activité économique qui profite à tous.** La mise en place d'un environnement qui favorise l'activité économique des entreprises agricoles et non agricoles du secteur agroalimentaire permettra de venir en aide à celles et ceux qui souhaitent créer et exploiter de façon rentable une petite activité viable dans ce domaine. Pour ce faire, il leur faut se soumettre à toute une série de réglementations et procédures administratives, respecter les règles de droit à tous égards – fiscalité, autorisations, règlements financiers, droit des coopératives, normes de qualité et de sécurité ou procédures d'importation et d'exportation, consacrer du temps et de l'argent pour se conformer aux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, lutter contre la corruption et améliorer le niveau d'exécution des contrats. Tous ces facteurs ont des répercussions directes et indirectes sur les petits producteurs et entrepreneurs et autres entreprises en relation avec les petits exploitants.

**FIGURE 12 FAIRE DES AFFAIRES EST PLUS DIFFICILE DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE**



Source: Banque mondiale, 2019, 2020a and 2020c.

Les notes attribuées par la Banque mondiale concernant la facilité de faire des affaires et la facilité de faire des affaires dans le secteur agroalimentaire font ressortir de moins bons résultats dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (**FIGURE 12**). Les réglementations et normes commerciales relatives à la qualité et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, aux impacts environnementaux et aux conditions de travail doivent être renforcées pour apporter une valeur ajoutée et répondre à l'évolution de la demande des consommateurs – sans pour autant limiter les possibilités offertes par l'économie parallèle ou celles proposées aux petits exploitants. L'amélioration des revenus passera par l'amélioration des réglementations et des conditions de travail en milieu rural, tant pour les activités agricoles que non agricoles. Il faudra toutefois procéder avec prudence en évitant que certains ne soient exclus de l'emploi – d'aucun préférant, par exemple, délaissier les systèmes de production à forte intensité de main-d'œuvre au profit de systèmes à forte intensité de capital.

**Mettre en place des infrastructures et services en milieu rural.** Le manque d'infrastructures rurales a pour effet d'isoler les collectivités, freine le développement de la filière alimentaire, contribue aux pertes de produits alimentaires après récolte, et est corrélé à la pauvreté et à une mauvaise alimentation. Des infrastructures rurales adéquates – routes rurales et routes de desserte en bon état, réseau électrique fiable, installations de commercialisation et de stockage, ou encore accès aux réseaux numériques – sont indispensables pour assurer une croissance favorable aux personnes pauvres et offrir de meilleurs moyens d'existence aux populations rurales. Il convient également d'investir dans les capacités humaines, en aidant les populations rurales à saisir de nouvelles opportunités dans des domaines tels que les services de conseil en agriculture, les services financiers, les services d'aide au développement des entreprises ou les services de santé et d'éducation. Les investissements dans les infrastructures permettront de créer un cercle vertueux de développement économique. Ces investissements s'inscrivant souvent sur le long terme, ils ne sauraient régler les problèmes plus immédiats que sont la sécurité alimentaire et la pauvreté, problèmes qui peuvent lourdement peser sur les dépenses publiques. Les institutions financières internationales peuvent ici apporter leur concours en fournissant des prêts et garanties de longue durée, susceptibles d'être adossés à des financements privés.

**Renforcer les partenariats avec le secteur privé pour des activités commerciales accessibles à tous.** Les investissements privés stimulent l'essor de l'ensemble du secteur agroalimentaire d'un pays. Les États qui ont une économie agricole en voie de diversification, avec des niveaux d'emploi élevés dans tout ce qui touche à l'agriculture et à l'alimentation, doivent trouver un équilibre entre les intérêts et synergies des grandes et petites entreprises de l'agroalimentaire, grâce à des politiques favorisant la compétitivité des petites et moyennes entreprises. Les grandes entreprises agroalimentaires nationales et multinationales ont un rôle essentiel à jouer dans le système alimentaire, en tant que revendeurs, fournisseurs de semences et produits agrochimiques, entreprises de transformation ou encore bailleurs de fonds. Si les petites et moyennes entreprises dominent le secteur intermédiaire de la transformation et de la distribution des produits alimentaires dans les pays dotés d'une économie agricole en voie de diversification, les grandes entreprises conservent une place importante et influente. À mesure que les économies se transforment, la concentration s'accélère considérablement dans les filières alimentaires. Pour faire en sorte que les marchés agroalimentaires soient ouverts à tous, il faut que des échanges dynamiques et complémentaires se nouent entre, d'un côté, les grandes entreprises et, de l'autre, les entreprises et entrepreneurs de plus petite taille. Les intrants agricoles proviennent en majorité de grandes entreprises, qui elles-mêmes dépendent fortement, dans bien des cas, de petits producteurs et intermédiaires pour leurs approvisionnements.

### **Promouvoir l'avancement des femmes et des hommes qui vivent en milieu rural et leur donner les moyens d'agir**

Même lorsqu'elles peuvent compter sur une gouvernance catalytique et des marchés ouverts à tous et enracinés dans les économies locales, certaines populations rurales resteront incapables de tirer parti des possibilités qui pourraient s'offrir à elles. Pour beaucoup, le manque de moyens, de capitaux et de compétences constitue un obstacle trop important. Pour s'assurer que les populations rurales vulnérables et marginalisées ne soient pas laissées de côté, il faut prévoir des investissements et programmes publics ciblés qui puissent leur servir de tremplin pour passer de l'exclusion à l'inclusion économique.

**Lutter contre la pauvreté en milieu rural.** Dans les pays à faible revenu dont l'économie repose en grande partie sur l'agriculture, les pouvoirs publics doivent prêter assistance à près de la moitié des habitants vivant dans l'extrême pauvreté (Bharali et al., 2020; Laborde, Parent et Smaller, 2020). Seules une aide internationale au développement substantielle et des conditions favorables à un développement économique plus large peuvent leur permettre d'y faire face. Dans les pays à revenu intermédiaire et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les pouvoirs publics doivent faire en sorte que le soutien ciblé à la frange restreinte de la population en situation d'extrême pauvreté (5 à 7% en moyenne) aille de pair avec un développement économique de grande envergure dans les zones rurales, afin de veiller à ce que celles et ceux qui sont confrontés à une pauvreté modérée puissent également améliorer leurs moyens d'existence et ne soient pas oubliés.

**Utiliser les possibilités offertes par les outils numériques pour permettre aux populations rurales de mieux se faire entendre et d'amplifier leurs moyens d'action.** Le renforcement des moyens d'action des populations rurales au sein des systèmes alimentaires passe par l'accès aux connaissances et aux services financiers, ainsi que par un plus grand pouvoir de négociation pour les petits producteurs et entrepreneurs agroalimentaires, grâce à la révolution numérique. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les jeunes ruraux d'aujourd'hui sont la première génération dont toute la vie professionnelle sera imprégnée par la

technologie numérique. En réduisant le coût de l'information et en augmentant massivement sa disponibilité, la technologie a considérablement accéléré le rythme et modifié la nature du changement. La pandémie de COVID19 a précipité la révolution numérique, mais a aussi montré que les groupes socioéconomiquement marginalisés sont également ceux qui ont le moins accès aux services informatiques. Ces services ne sont souvent pas adaptés à leurs besoins, ce qui les isole plus encore. D'où la nécessité de mettre en place des politiques et programmes publics ciblés pour éviter une fracture numérique entre les plus riches et les plus pauvres.

**Créer des services pour soutenir l'entrepreneuriat rural à petite échelle.** Le fait d'élargir le soutien apporté aux systèmes alimentaires en proposant à la prochaine génération de petits entrepreneurs agroalimentaires les formations et l'accès aux instruments financiers et aux services de conseil dont ils ont besoin peut contribuer à les aider. Jusqu'ici, les gouvernements et les institutions internationales ont souvent axé les investissements réalisés dans le secteur du développement rural sur l'aide à la petite agriculture et l'amélioration de la productivité agricole. Dans un système alimentaire mondial en pleine mutation, il faudra impérativement accroître l'appui destiné à améliorer les moyens d'existence dans les activités non agricoles du secteur agroalimentaire. À défaut, la prochaine génération d'agriculteurs risque de se trouver piégée dans une situation où il lui sera pratiquement impossible d'échapper à la pauvreté.

Les réseaux d'aide aux entreprises, qui œuvrent aux côtés des organisations paysannes, peuvent permettre aux petits entrepreneurs, et surtout aux femmes, de mieux se faire entendre et d'influer sur l'élaboration des politiques. En décidant de se regrouper au sein d'organisations agroalimentaires, les petites entreprises du secteur de la transformation, de la distribution et de la revente de produits alimentaires pourraient acquérir un plus grand pouvoir de négociation et faire baisser les coûts élevés de transaction qui les empêchent de commercer avec de plus grandes entreprises. Ces réseaux pourraient également fournir des services économiques à leurs membres, tels que l'accès à des capitaux, l'obtention d'informations sur le marché, le développement des compétences et la possibilité d'aller à la conquête de marchés plus importants.

La reconfiguration et le développement des services financiers ruraux sont indispensables à la transition vers des systèmes alimentaires inclusifs. Les pouvoirs publics et les entités privées ont la possibilité de mettre sur pied et de financer des structures de soutien permettant aux femmes et aux hommes vivant en milieu rural d'acquérir les compétences commerciales, financières et techniques nécessaires pour repérer les opportunités, planifier les activités et gérer ces opérations. L'existence, dans la quasi-totalité des zones rurales, de réseaux de téléphonie mobile et de services informatiques donne à leurs populations de nouvelles possibilités d'accès aux services financiers. Les capacités de gestion et de gouvernance des institutions financières existantes peuvent être associées au savoir-faire local et à la flexibilité des prestataires de services financiers informels et semi-formels, tels que les caisses d'épargne et de crédit, les banques villageoises ou les groupes d'épargne informels. De tels partenariats peuvent contribuer à surmonter les obstacles à la croissance auxquels se heurtent ces dernières années les mécanismes innovants de financement rural. Les nouvelles formes d'entreprises agroalimentaires nécessitent de nouveaux instruments financiers, notamment des assurances climatiques et des financements mixtes.

Les connaissances et informations dispensées au moyen d'outils ou de services informatiques se sont révélées d'un meilleur rapport coût/efficacité que celui de bon nombre d'organismes et de programmes de vulgarisation traditionnels. Lorsqu'il est prodigué en présentiel sur le terrain, notamment grâce à des parcelles de démonstration, à des formations de groupe et à des visites d'exploitations, ce type de

services présente un coût élevé, ce qui en limite considérablement l'accès et la portée. Les services numériques destinés à donner aux agriculteurs et entrepreneurs non agricoles des connaissances en vue de leur avancement proposent des conseils et informations, des liaisons de marché, une gestion de la filière, des services financiers et des renseignements macroagricoles. La numérisation permet de mieux relier les acheteurs, les vendeurs et les producteurs, notamment via des marchés numériques et au moyen de solutions axées sur la gestion de la filière de bout en bout.

**Investir dans une nouvelle génération de programmes de formation, de compétences et de capacités dans le domaine agroalimentaire.** Les femmes et hommes de la prochaine génération qui vivront en milieu rural devront aussi avoir des capacités et compétences très différentes de celles de leurs parents. Les programmes de formation professionnelle « à l'ancienne » ne les prépareront pas aux perspectives économiques nouvelles. Le rythme du changement dans le secteur de l'éducation devra être en phase avec le rythme et le type de mutation qui s'opèrera dans le système alimentaire d'un pays. La nature du travail évolue rapidement et nécessite de nouvelles gammes de compétences dans le domaine du transport et de la transformation des aliments, dans les services d'appui ainsi que dans les services axés sur la nutrition et l'environnement.

Les femmes et hommes de la prochaine génération qui vivront en milieu rural devront aussi avoir des capacités et compétences très différentes de celles de leurs parents.

La nouvelle ère numérique soumet les populations rurales à de nouvelles exigences. Il apparaît de plus en plus évident que les compétences non techniques sont importantes, aussi bien pour l'emploi salarié que pour le travail indépendant et la création de microentreprises dans les zones rurales et autres des pays en développement. Les établissements d'enseignement ne doivent pas seulement transmettre les compétences techniques numériques de base, mais aussi des compétences cognitives avancées et des compétences non cognitives pour donner à ceux qu'ils forment la possibilité de devenir des acteurs de la filière agroalimentaire ayant réussi dans leur entreprise.

## Conclusion

Par le passé, les politiques et investissements en matière de développement rural visaient essentiellement à accroître la productivité agricole et s'intéressaient peu aux possibilités offertes par l'ensemble du système alimentaire. L'intérêt que l'on porte aujourd'hui aux systèmes alimentaires mondiaux est l'occasion de remettre l'amélioration du bien-être des populations rurales au cœur de la réflexion. Il permet aussi d'établir un lien entre les moyens d'existence, l'environnement et l'alimentation, qui favorise la résilience.

L'idée que le présent rapport appelle de ses vœux est celle d'un changement porté par une jeune génération d'entrepreneurs agroalimentaires ruraux – des femmes et des hommes qui, grâce à leur énergie novatrice, à leurs compétences informatiques et à la capacité qu'ils ont de se faire entendre pourront tirer parti des opportunités qui s'ouvrent à eux afin de favoriser la prospérité rurale pour tous. Les efforts à mener pour améliorer les systèmes alimentaires et offrir aux femmes et aux hommes qui vivent en milieu rural une existence meilleure sont pour la plupart bien compris. Toute la difficulté consiste à susciter un changement radical de l'ampleur requise. Il faudra pour ce faire s'engager dans une voie politique novatrice et prendre des décisions qui s'inscrivent dans la durée. Un dialogue ouvert et tourné vers l'avenir n'est sans doute pas la panacée, mais constitue un bon début.

# Références

- Alexandratos, N., et J. Bruinsma. « World Agriculture towards 2030/2050 », document de travail ESA n° 12-03, Rome (Italie), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2012.
- Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). « Africa Agriculture Status Report 2017: The Business of Smallholder Agriculture in Sub-Saharan Africa », vol. 5, Nairobi (Kenya), 2017.
- Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). « Africa Agriculture Status Report 2018: Catalyzing Government Capacity to Drive Agricultural Transformation », vol. 6, Nairobi (Kenya), 2018.
- Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). « Africa Agriculture Status Report 2019: The Hidden Middle: A Quiet Revolution in the Private Sector Driving Agricultural Transformation », vol. 7, Nairobi (Kenya), 2019.
- Banque mondiale. « Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness ». Washington, DC, 2019, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1596/26082>.
- Banque mondiale. « Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée: Compléter le puzzle de la pauvreté », Washington, DC, 2018, disponible à l'adresse: <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/978-1-4648-1330-6>.
- Banque mondiale. « Enabling the Business of Agriculture 2019 », Washington, DC, 2019.
- Banque mondiale. « Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies », Washington, DC, 2020a.
- Banque mondiale. « Indicateurs du développement dans le monde », Washington, DC, 2020b.
- Banque mondiale. « Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée: Revers de fortune », Washington, DC, 2020c.
- Bauluz, L., Y. Govind, et F. Novokmet. « Global Land Inequality », Rome (Italie), Coalition internationale pour l'accès à la terre, Initiative sur les inégalités foncières, 2020.
- Bellmann, C., B. Lee, et J. Hepburn. « Delivering Sustainable Food and Land Use Systems: The Role of International Trade », Londres (Royaume-Uni), Hoffmann Centre for Sustainable Resource Economy, Chatham House, 2018.
- Béné, C., D. Bakker, M. Chavarro Rodriguez, B. Even, J. Melo, et A. Sonneveld. « Impacts of COVID19 on People's Food Security: Foundations for a More Resilient Food System », synthèse de la première évaluation mondiale de l'incidence de la COVID19 sur la sécurité alimentaire des populations, Washington, DC, Centre COVID19 du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, 2021.
- Benton, T. G., et R. Bailey. « The paradox of productivity: agricultural productivity promotes food system inefficiency », *Global Sustainability* 2, e6, p. 1-8, 2019, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1017/sus.2019.3>.
- Bharali, I., S. Zoubek, K. Kennedy McDade, S. Martinez, A. Brizzi, G. Yamey, K. Brownell, et M. Schäferhoff. « The Financing Landscape for Agricultural Development: An Assessment of External Financing Flows to Low- and Middle-Income Countries and of the Global Aid Architecture », Duke World Food Policy Center, Duke Center for Policy Impact in Global Health, Open Consultants, 2020.
- Blended Finance. « Better Finance, Better Food: Investing in the New Food and Land Use Economy », Londres (Royaume-Uni), Blended Finance Taskforce, 2019.
- Ceccarelli, T., S. Kannan, F. Cecchi, et S. Janssen. « Contributions of ICT and Digitalization to Food Systems Transformation », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome, Fonds international de développement agricole (FIDA), 2020.
- Clapp, J. « The trade-ification of the food sustainability agenda », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 44, no 2, p. 335-353, 2016.
- Commission de la condition de la femme des Nations Unies (édition de 2018). « Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural », New York, Conseil économique et social des Nations Unies, 2018, disponible à l'adresse: <https://undocs.org/E/CN.6/2018/3>.
- Dasgupta, P. « The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review », Londres, HM Treasury, 2021.
- Davis, B., L. Lipper, et P. Winters. « Do Not Transform Food Systems on the Backs of the Rural Poor », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome, FIDA, 2021.
- Deichmann, U., A. Goyal, et D. Mishra. « Will digital technologies transform agriculture in developing countries? », Banque mondiale, Policy Research Working Paper n° 7669, Washington, DC, 2016.
- Dolislager, M., T. Reardon, A. Arslan, L. Fox, S. Liverpool-Tasie, C. Sauer, et D. Tschirley. « Youth and Adult Agrifood System Employment in Developing Regions: Rural (Peri-urban to Hinterland) vs Urban », *The Journal of Development Studies*, vol. 57, no 4, p. 571-593, 2020, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1080/00220388.2020.1808198>.
- Dolislager, M., T. Reardon, A. Arslan, L. Fox, S. Liverpool-Tasie, C. Sauer et D. Tschirley. « Youth agrifood system employment in developing countries: a gender differentiated spatial approach », collection Research, n° 43, FIDA, 2019.
- Dorward, A., S. Anderson, Y. N. Bernal, E. Sánchez, J. Rushton, J. Pattison, et al. « Hanging in, stepping up and stepping out: livelihood aspirations and strategies of the poor », *Development in Practice*, vol. 19, no 2, 2009, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1080/09614520802689535>.
- Doss, C. « Women and agricultural productivity: Reframing the Issues », *Development Policy Review*, vol. 36, no 1, p. 35-50, 2018.



- Duku, C., C. Alho, R. Leemans, et A. Groot. « Climate change and food systems », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome (Italie), FIDA, 2021.
- Fonds international de développement agricole (FIDA). « Rapport sur le développement rural 2016: Encourager une transformation inclusive du monde rural », Rome (Italie), 2016, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1016/j.ijplas.2013.08.003>.
- Fonds international de développement agricole (FIDA). « Rapport sur le développement rural 2019: Créer des débouchés pour les jeunes ruraux », Rome (Italie), 2019.
- Food and Land Use Coalition (FOLU). « *Growing Better: Ten Critical Transitions to Transform Food and Land Use* », 2019, disponible à l'adresse: <https://www.foodandlandusecoalition.org/wp-content/uploads/2019/09/FOLU-GrowingBetter-GlobalReport.pdf>.
- Frelat, R., S. Lopez-Ridaura, K. E. Giller, M. Herrero, S. Douchamps, A. A. Djurfeldt, et al. « Drivers of household food availability in sub-Saharan Africa based on big data from small farms », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 113, no 2, p. 458-463, 2016, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1073/pnas.1518384112>.
- Garnett, S. T., N. D. Burgess, J. E. Fa, A. Fernández-Llamazares, Z. Molnár, C. J. Robinson, et J. Watson. « A Spatial Overview of the Global Importance of Indigenous Lands for Conservation », *Nature Sustainability*, vol. 1, p. 369-374, 2018.
- Giller, K. E., T. Delaune, J. Vasco Silva, M. van Wijk, J. Hammond, K. Descheemaeker, et al. « Farming for Food, for Income, or for Lack of Better Options? Small Farms, Sustained Food Insecurity and Poverty in sub-Saharan Africa », *Food Security*, à paraître.
- Glover, D. (2014). « Smallholder farmers produce 70 per cent of the world's food. What's the source for this number? », disponible à l'adresse: [https://www.researchgate.net/post/Smallholder\\_farmers\\_produce\\_70\\_per\\_cent\\_of\\_the\\_worlds\\_food\\_Whats\\_the\\_source\\_for\\_this\\_number](https://www.researchgate.net/post/Smallholder_farmers_produce_70_per_cent_of_the_worlds_food_Whats_the_source_for_this_number).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). « Climate Change and Land, an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems » (Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres), Genève (Suisse), 2019.
- Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (GLOPAN). « Future Food Systems: For People, Our Planet, and Prosperity », Londres (RoyaumeUni), 2020.
- Herforth, A., Y. Bai, A. Venkat, K. Mahrt, A. Ebel, et W. A. Masters. « Cost and Affordability of Healthy Diets across Countries », document de référence pour « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 », Rome (Italie), FAO, 2020.
- Herrero, M., P. K. Thornton, B. Power, J. R. Bogard, R. Remans, S. Fritz, et al. « Farming and the geography of nutrient production for human use: a transdisciplinary analysis », *The Lancet Planetary Health*, vol. 1, no 1, p. e33-e42, 2017, disponible à l'adresse: [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(17\)30007-4](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(17)30007-4).
- Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). « Global Food Policy Report: Building Inclusive Food Systems », Washington, DC, 2020, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.2499/9780896293670>.
- Jayne, T. S., S. Snapp, F. Place, et F. Sitko. « Sustainable agricultural intensification in an era of rural transformation in Africa », *Global Food Security*, vol. 20, p. 105-113, 2019.
- Laborde D., M. Parent, et C. Smaller. « Ending hunger, increasing incomes and protecting the climate: What would it cost donors? », Ceres2030, Institut international du développement durable (IIDD) et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2020.
- Leeuwis, C., B. K. Boogaard, et K. Atta-Krah. « How Food Systems Change (or Not): Governance Implications for System Transformation Processes », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome, FIDA, 2021.
- Lipper, L., R. Cavatassi, R. Symons, A. Gordes et O. Paige. « Designing Finance to Support Transformative Adaptation for Improved Rural Livelihoods in Transforming Food Systems », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome (Italie), FIDA, 2021.
- López-Cálix, J. R. « Promouvoir la diversification des exportations dans les pays fragiles: Les chaînes de valeur émergentes du Mali, du Tchad, du Niger et de la Guinée », Pleins feux sur le développement international, Washington, DC, Banque mondiale, 2020.
- Lowder, S. K., J. Skoet, et T. Raney. « The Number, Size, and Distribution of Farms, Smallholder Farms, and Family Farms Worldwide », *World Development*, vol. 87, p. 16-29, 2016, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.041>.
- Lowder, Sarah K., M. V. Sánchez, R. Bertini, et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Farms, family farms, farmland distribution and farm labour what do we know today? », Rome (Italie), FAO, 2019.
- Mary, S. « Hungry for free trade? Food trade and extreme hunger in developing countries », *Food Security* 2019, vol. 11, p. 461-477, 2019.
- Meemken E. M. « Do smallholder farmers benefit from sustainability standards? A systematic review and meta-analysis », *Global Food Security*, vol. 26, 100373, 2020.
- Mooney, P. « Blocking the Chain: Industrial Food Chain Concentration, Big Data Platforms and Food Sovereignty Solutions », ETC Group, GLOCON, Inkota Netzwerk e. V. et Rosa-Luxemburg Stiftung, 2018.
- Ogutu, S. O., D. O. Ochieng, et M. Qaim. « Supermarket Contracts and Smallholder Farmers: Implications for Income and Multidimensional Poverty », *Food Policy*, vol. 95, 101940, 2020.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « Encadré 1.5. Les systèmes alimentaires et le défi de mesures cohérentes » dans « Groupe de travail des politiques et des marchés agricoles », Paris (France), Éditions OCDE, 2020a.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). « États de fragilité 2020 », Paris (France), Éditions OCDE, 2020b.








- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive », Rome (Italie), 2017.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS). « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017: Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire », Rome (Italie), 2017.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS). « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable », Rome (Italie), 2020, disponible à l'adresse: <https://doi.org/https://doi.org/10.4060/ca9692en>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS). « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021: Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous », Rome (Italie), 2021, disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/publications/sofi/2021/fr/>.
- Organisation internationale du Travail (OIT). « Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable », Genève (Suisse), 2017, disponible à l'adresse: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_624892.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_624892.pdf).
- Organisation internationale du Travail (OIT). « Wages and Working Time Statistics Database », 2019, disponible à l'adresse: <https://ilostat.ilo.org/data/>.
- Organisation internationale du Travail (OIT). « Estimations modélisées de l'OIT ». Genève (Suisse), 2020, disponible à l'adresse: <https://ilostat.ilo.org/data/>.
- Quisumbing, A., J. Heckert, S. Faas, G. Ramani, K. Raghunathan, et H. Malapit. « Women's Empowerment, Food Systems, and Nutrition », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome (Italie), FIDA, 2021.
- Reardon, T., I. S. O. Liverpool-Tasie, et B. Minten. « The SMEs' Quiet Revolution in the Hidden Middle of Food Systems in Developing Regions », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome (Italie), FIDA, 2020.
- Reardon, T., R. Echeverria, J. Berdegué, B. Minten, S. Liverpool-Tasie, D. Tschirley, et D. Zilberman. « Rapid transformation of food systems in developing regions: highlighting the role of agricultural research and innovations », *Agricultural Systems*, vol. 172, p. 47-59, 2019, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2018.01.022>.
- Ricciardi, V., N. Ramankutty, Z. Mehrabi, et L. Jarvis. « How much of the world's food do smallholders produce? », *Global Food Security*, vol. 17, p. 64-72, 2018, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2018.05.002>.
- Rubin, D., B. Boonabaan, et C. Manfre. « Building an inclusive agriculture: Strengthening gender equality in agricultural value chains », dans « 2019 Annual trends and outlook report: Gender equality in rural Africa: From commitments to outcomes », p. 83-96, Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2019.
- Searchinger, T., R. Waite, et J. Ranganathan. « Creating a Sustainable Food Future: A Menu of Solutions to Feed Nearly 10 Billion People by 2050 », Washington, DC, Institut des ressources mondiales, 2019, disponible à l'adresse: [https://research.wri.org/sites/default/files/2019-07/WRR\\_Food\\_Full\\_Report\\_0.pdf](https://research.wri.org/sites/default/files/2019-07/WRR_Food_Full_Report_0.pdf).
- Springmann, M., M. Clark, D. Mason-D'Croz, K. Wiebe, B. L. Bodirsky, L. Lassalle, et al. « Options for keeping the food system within environmental limits », *Nature*, vol. 562(7728), p. 519-525, 2018, disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.1038/s41586-018-0594-0>.
- Swinnen, J., et R. Kuijper. « Inclusive value chains to accelerate poverty reduction in Africa », document de travail (Jobs Working Paper) n° 37, Washington, DC, Banque mondiale, 2020.
- Tendall, D. M., J. Joerin, B. Kopainsky, P. Edwards, A. Shreck, Q. B. Le, P. Kruetli, M. Grant, et J. Six. « Food System Resilience: Defining the Concept », *Global Food Security*, vol. 6, p. 17-23, 2015.
- Torero, M. « The Midstream of ICT by SMEs and LEs in Africa: Effects on Farms », dans « Africa Agriculture Status Report 2019: The Hidden Middle: A Quiet Revolution in the Private Sector Driving Agricultural Transformation », vol. 7, Nairobi (Kenya), Alliance pour une révolution verte en Afrique, 2019.
- Vos, R., et A. Cattaneo. « Smallholders and Rural People: Making Food System Value Chains Inclusive », dans « Global Food Policy Report 2020: Building Inclusive Food Systems », Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2020.
- Willett, W., J. Rockström, B. Loken, M. Springmann, et al. « Food in the Anthropocene: The EAT-Lancet Commission on Healthy Diets from Sustainable Food Systems », *The Lancet*, vol. 393, p. 447-492, 2019, disponible à l'adresse: [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)31788-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4).
- Woodhill, J., S. Hasnain, et J. Griffith. « Farmers and Food Systems: What Future for Smallscale Agriculture? », Environmental Change Institute, University of Oxford, Oxford (Royaume-Uni).
- Woodhill, J., A. Kishore, J. Nyuki, K. Jones, et S. Hasnain. « Food Systems and Rural Wellbeing: Challenges and Opportunities », document de référence pour le « Rapport sur le développement rural 2021 », Rome (Italie), FIDA, 2021.







Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

 [facebook.com/ifad](https://facebook.com/ifad)  
 [instagram.com/ifadnews](https://instagram.com/ifadnews)  
 [linkedin.com/company/ifad](https://linkedin.com/company/ifad)  
 [twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)  
 [youtube.com/user/ifadTV](https://youtube.com/user/ifadTV)

